

**RESUME DES PROJETS  
SUBVENTIONNES PAR PAGE**

# SOMMAIRE

I - « Contribution à la prise de conscience de la population rurale sur ses droits et obligations, sous les aspects formels et coutumiers » / AGED FIVOARANA .....	3
II - « Contribution à une meilleure connaissance des droits et obligations en matière de gestion forestière par la population locale » / ASOS-BRICKAVILLE.....	9
III - « Contribution à une meilleure connaissance des droits et obligations en matière de gestion forestière par la population locale dans la zone de BEVILANY FORT-DAUPHIN). » / ASOS FORT-DAUPHIN .....	14
IV - « Inventaire biologique rapide (RAP) du corridor forestier Andringitra – Ranomafana – Ivohibe » / CMP .....	19
V - « Opérationnalisation du CRD de L’ANOSY dans le cadre de la finalisation du Sch2ma de développement régional » / CRD ANOSY .....	23
VI - « Projet d’appui ESSA-FORET » / ESSA FORET .....	27
VII - « Renforcement de la capacité des ONG en matière de communication relatives aux textes juridiques sur l’environnement » / KMF/CNOE .....	29
VIII - « Sensibilisation au contexte d’intervention environnemental des populations du corridor Ranomafana - Andringitra » / FFF Malagasy Mahomby .....	35
IX - « Mise en place d’un système de gestion et suivi communautaire de la forêt et du terroir de FIRARIANA (FENERIVE-EST) » / MATEZA.....	40
X- « Projet sensibilisation, formation et mobilisation communautaire pour une organisation progressive et dynamique d’un réflexe environnemental dans le site de FIERENENA MORAMANGA » / MEG .....	44
XI - « Consolidation des analyses diagnostics existantes et élaboration de la stratégie provinciale pour la gestion de l’environnement de la province autonome de Toamasina » / ONE/AGERAS .....	51
XII - « Intégration de la dimension environnementale dans le schéma de développement régional de l’Anosy (dans le cadre de l’appui à la planification de développement durable dans la région de l’Anosy - Madagascar) ».....	54
XIII - « Education relative à la MECIE (Mise En Compatibilité des Investissements avec l’Environnement) – Sensibilisation du public et diffusion » / ONG MITIA.....	58

I

**PROJET : « CONTRIBUTION A LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA POPULATION RURALE SUR SES DROITS ET OBLIGATIONS, SOUS LES ASPECTS FORMELS ET COUTUMIERS » / AGED FIVOARANA**

**A Généralités**

• **Organisme titulaire**

AGED/FIVOARANA (Appui à la Gestion de l'Environnement et au Développement)

• **Siège**

Lot II E 57 Antsorokavo Fianarantsoa – Tél. : 0320259414 – e-mail : [micetfia@compro.mg](mailto:micetfia@compro.mg) - Président de l'association : FANJANIRINA Sidonie.

• **Populations bénéficiaires**

Les jeunes ruraux, les jeunes scolaires et les leaders villageois (*Raiamandreny, Ampanjaka*, pasteurs, catéchistes, Comité de développement communal (CDC), responsables de groupements, maires, conseillers communaux et présidents de Fokontany).

• **Localisation du projet :**

Le projet touche les populations habitant autour du corridor Andringitra/Ranomafana. Plus précisément, les zones d'action sont concentrées sur des sites appartenant aux 3 Fivondronana suivants : Fianarantsoa II, Ambohimahaso, Ikongo (Fort-Carnot).

• **But ou objectif général du projet :**

Parvenir à une prise de conscience de la population rurale du corridor Andringitra/Ranomafana sur ses droits et obligations en matière d'acquisition des terres, de l'utilisation des ressources naturelles, sous les aspects formels et coutumiers.

• **Objectifs spécifiques :**

- 60% des membres du club des amis de la nature ont acquis des connaissances sur les aspects légaux des propriétés foncières et la politique forestière : ces clubs sont constitués de jeunes des classes de 5<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des collèges d'enseignement général ;
- 30% des leaders villageois connaissent leurs droits et obligations, maîtrisent la connaissance sur les aspects légaux des propriétés foncières et de la gestion participative des forêts.

**B Chronologie de l'exécution du projet**

- **Prévision démarrage du projet :** mars 2001.
- **Démarrage effectif :** avril 2001.
- **Prévision clôture du projet :** décembre 2001.
- **Clôture effective :** décembre 2001.
- **Durée initialement prévue :** 10 mois (mars à décembre 2001).
- **Durée effective :** 9 mois

En ce qui concerne les réalisations par activités, le calendrier a été, d'une manière générale, respecté. Néanmoins, de nombreuses circonstances ont conduit à l'avancement et/ou au report de certaines activités sans que le calendrier global de réalisation du projet ait été modifié ni prolongé

## C Résultats par activités

### 1) Réalisation d'un état-zéro

Préalablement à l'exécution du projet, AGED/FIVOARANA a réalisé au mois d'avril 2001 un état-zéro des localités environnant les différents sites d'intervention afin de pouvoir orienter les différentes étapes des activités à mener.

Cette étude a permis, à travers le travail des agents de :

- recueillir des informations sur les sites d'intervention, notamment les données de base sur les catégories de gens habitants sur les zones, leur mode de vie ;
- collecter des données sur les aspects juridiques et coutumiers de la propriété foncière et sur la gestion de l'environnement ;
- discuter avec les autorités locales afin de leur expliquer la mission de l'AGED et les motiver pour une collaboration à la réalisation du projet sur leur circonscription ;
- planifier de manière détaillée la suite des activités.

D'une manière générale, cette identification et collecte des données à travers la réalisation de l'état-zéro a été plus que nécessaire car cela a permis de bien identifier la stratégie de mise en œuvre du projet. Cependant, l'AGED/FIVOARANA a dû, durant cette étape, faire face à différents problèmes :

- la nécessité de passer plusieurs jours sur chaque site, ce qui a entraîné une longue durée de la réalisation de l'état-zéro ;
- l'inexistence/non disponibilité, dans la plupart des cas, de monographie communale ;
- l'insuffisance de moyens humains et financiers pour réaliser les visites sur les lieux lors de l'analyse préliminaire ;
- les problèmes politiques conjoncturels : la défaite du parti alors au pouvoir lors des dernières élections dans certains sites a créé une méfiance des autorités locales vis-à-vis des nouveaux venus dans la région. Ce qui a rendu parfois difficile les collectes de données.

### 2) Formation des membres des Clubs des amis de la nature

Cette action de formation a donc été menée afin d'apprendre aux jeunes scolaires réunis par l'AGED/FIVOARANA en clubs des amis de la nature, les lois, la politique forestière ainsi que leurs droits et obligations y afférents.

En terme de réalisation, 77 séances de formation se sont tenues dans 4 localités et qui ont réuni au total 6 920 participants.

En ce qui concerne le calendrier, celui-ci a été respecté. Toutefois, une remise à niveau s'est avérée nécessaire pour la plupart des élèves qui ont révélé des difficultés d'assimilation, malgré leur intérêt pour le contenu de formation. Ce choix du public scolaire a été pertinent, car même si les jeunes ne sont pas acteurs directs des milieux fonciers et forestiers, plus de la moitié ne poursuivront pas leurs études au niveau des lycées et entreront dans la vie active.

### 3) Classes vertes

Parallèlement aux formations des membres du club des amis de la nature, des classes vertes destinées à des jeunes scolaires ont été réalisées sur trois sites différents avec pour chacun leur propres thèmes :

Les classes vertes ont donné une nouvelle dynamique à la vie scolaire et ont incité les jeunes à s'organiser, à faire du travail collectif, à collecter des données.

Outre ces résultats positifs, différents problèmes sont survenus concernant ces formations :

- une classe verte n'a pas eu lieu à Vinanintelo, pour des raisons indépendantes de la volonté d'AGED/FIVOARANA ;
- la capacité d'assimilation de l'ensemble des élèves a été majoritairement faible. Ceux de la classe de 6<sup>e</sup>, pour la plupart des enfants, n'ont pas pris suffisamment au sérieux la formation ;
- le nombre trop élevé des élèves participant aux classes vertes a parfois désorganisé la formation ;
- les thèmes traités durant la formation n'ont pas été inclus parmi les matières notées lors des examens. Ainsi, la plupart des élèves les ont alors considérés comme une matière complémentaire ;
- en raison des examens de fin d'année, la formation des jeunes à Ambatofotsy a été reculée au 3<sup>e</sup> trimestre, ce report a conduit à la réduction du nombre de séances initialement prévu ;
- la formation a été reportée pour l'année scolaire 2001-2002 pour certains élèves ;
- le statut des clubs des amis de la nature n'a pas été officialisé car la réalisation de la démarche officielle a coïncidé avec la période de vacances scolaires.

#### *4) Formation des leaders villageois*

En terme de réalisation, 61 séances de formation se sont tenues dans 5 localités différentes (Ambalakindresy, Ankadibemirary, Vohitrafeno, Vinanintelo, Ambahaka) et qui ont réuni au total 1971 participants.

Les remarques suivantes peuvent être formulées concernant ces formations :

- la formation des leaders villageois s'est déroulée au mois de juillet au lieu d'octobre comme cela avait été prévu au départ ;
- le nombre de participants à la formation a légèrement diminué lors du deuxième trimestre, car cette période coïncidait avec celle de la préparation et le repiquage du riz. AGED/FIVOARANA a eu parfois recours à des consultations directes et individuelles des gens dans leur habitation ;
- le transfert des connaissances auprès de certains leaders villageois analphabètes a été parfois difficile ;
- la formation a été en grande partie théorique, le côté pratique s'est avéré insuffisant. Or, les cours pratiques peuvent favoriser ceux qui sont analphabètes.
- certains paysans, bien qu'ils soient demandeurs de ce type de formation, se sont plaints de la distance à parcourir jusqu'au centre de formation (parfois jusqu'à une journée de distance).

#### *5) Visites d'échange ou de comparaison*

Des visites d'échanges entre paysans ont été effectuées en dehors des formations en salle, dans deux sites différents : Sahambavy et Tsiambahambo

Ces visites ont rencontré beaucoup de succès car encadreur et bénéficiaires se sont déclarés satisfaits de leur efficacité, avec notamment une transmission rapide des messages. Cependant, l'organisation et l'encadrement ont parfois été difficiles à gérer, en raison du nombre trop élevé de participants, qui était prévu à 10 au départ.

#### *6) Renforcement des capacités*

4 types de formations avaient été prévus pour être dispensés sur les 4 sites dans une perspective de renforcement des capacités. Tout d'abord, au niveau des agents devant intervenir sur le terrain : formation autodidacte sur la gestion de groupement et la conduite de réunion ; puis au niveau de l'équipe d'AGED/FIVOARANA : formation en matière de

nouvelles approches stratégiques au niveau des paysans et recyclage des agents sur les techniques de communication.

4 séances de formation ont ainsi eu lieu pour renforcer le niveau technique des agents oeuvrant sur le terrain, sur les thèmes « approche participative », « législation forestière » et « législation foncière de base » avec une première séance au tout début du projet et les 3 autres durant sa 2<sup>e</sup> phase.

#### 7) Confection d'outils de communication

Bien que le dossier de demande de subvention ne mentionne pas cette activité, il est à souligner qu'AGED/FIVOARANA a conçu et réalisé différents supports de communication pour renforcer la transmission des messages : des fiches pédagogiques conçues pour les formateurs (6 pour la législation forestière et 6 pour la législation foncière). des spots radios axés sur 4 thèmes différents (« *Sata itatanana ny ala* », « *Doro tanety* », « *Famindran-tompo* », « *Fahazoana Titre* ») ainsi qu'un cinquième thème en version tanala et betsileo (« *Zo sy adidy eo amin'ny fitatanana ny ala sy ny fananan-tany* ») destinés aux auditeurs des radios rurales ; des dépliants concernant cinq thèmes: « loi sur les feux de brousse », « droit d'usage, GCF », « gestion de forêt », « le défrichement », « la législation foncière » ). Les dépliants n'ont été diffusés auprès des habitants qu'au mois de mars 2002 car il a fallu attendre les modifications et la validation de ces outils par PAGE ;

Concernant ces matériels didactiques, les radios rurales et les spots se sont avérées plus efficaces pour le public rural. Mais le canal que constitue la radio n'est accessible qu'aux auditeurs qui peuvent se payer des piles ou une batterie.

### D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention

Les apports de l'AGED/FIVOARANA ont été importants pour la réussite de leur projet malgré les moyens financiers limités de la structure de l'ONG. En effet, les différentes contributions peuvent être résumées comme suit :

- moyens de déplacements, dont ceux des formateurs ;
- les ressources humaines nécessaires au projet ;
- la documentation du projet ;
- invitation des participants au cours des différentes activités du projet ;
- identification des thèmes de formation.

### E Contribution d'autres institutions/organismes

Outre l'appui de PAGE, le projet a bénéficié également de l'appui de différents partenaires. Les partenaires qui sont intervenus dans ce projet sont les suivants : DIREF (Direction Interrégionale des Eaux et Forêts) de Fianarantsoa ; Service provincial des domaines Fianarantsoa ; CISCO (Circonscription Scolaire) Fianarantsoa ; Autorités locales des différentes localités concernées par le projet ; Projet CIFOR (Circonscription Forestière) ; MICET (Madagascar Institut pour la Conservation des Environnements Tropicaux) ; ONG Ainga ; Groupement MIMOSA (Groupement créé à Sahambavy à la suite d'un litige entre ses membres et un colon français) ; LDI (Landscape Development Intervention) ; ONG Mahomby ; Radio MAMPITA ; CAF (Cadre d'Appui Forestier) ; CDC (Comité de Développement Communal).

### F Participation des bénéficiaires du projet

En ce qui concerne les populations bénéficiaires, les apports témoignent également de leur forte implication dans le projet :

- participation aux étapes du projet ;
- local de formation ;
- déplacement local des participants ;
- hébergement des participants ;
- contribution à la restauration des participants ;
- organisation générale de la formation et des sous-groupes ;
- gestion des discussions ;
- préparation du terrain et partage d'expérience lors de la visite.

## **G Perennisation des actions du projet**

L'AGED/FIVOARANA a mis en place différentes actions pour pérenniser les différents aspects du projets :

Ainsi, dans chaque CEG, toutes les classes bénéficiaires des formations sont membres d'office du club des amis de la nature.

Par ailleurs, les groupements des leaders villageois ont été mis en place dans chaque site pour favoriser une meilleure restitution des connaissances qu'ils ont acquises. Ces groupements sont dotés de statuts officiels et de règlements internes. De plus, l'AGED/FIVOARANA va intégrer certaines personnes issues des groupements de leaders villageois constitués en tant que membres de son Conseil d'Administration.

Pour renforcer les connaissances acquises à l'issue de ce projet et accompagner les groupements constitués vers des actions environnementales concrètes, l'organisme a conçu un nouveau projet dénommé « Modèle de gouvernance forestière ». Un dossier contenant les détails de ce projet a déjà été préparé et l'AGED/FIVOARANA cherche actuellement un bailleur pour son financement.

Enfin, il est à noter, concernant les classes vertes, qu'il a été suggéré de délivrer un certificat pour les jeunes méritants et maintenir ainsi leur motivation dans le respect de l'environnement.

## **H Exécution financière**

**Montant total de la subvention : 65 751 000 FMG**

**Montant de la subvention utilisée : 65 751 000 FMG**

## **Conclusion**

Selon l'AGED/FIVOARANA, les populations bénéficiaires ont manifesté un vif intérêt pour ce projet. Celui-ci les a conduit à surmonter les obstacles rencontrés traditionnellement en matière d'appropriation foncière et de gestion de l'environnement. De plus, les résultats de ce projet ont dépassé les prévisions. En effet, AGED/FIVOARANA a enregistré de nombreuses demandes de la part des responsables des communes environnantes pour qu'un projet similaire soit réalisé sur leur localité. Par ailleurs, l'organisme est également sollicité pour collaborer dans la mise en place de GCF (Gestion Contractualisée des Forêts), d'observatoires ruraux, de formation de Maires et d'appui à la Gouvernance forestière. Enfin, durant l'exécution du projet, l'équipe de l'AGED/FIVOARANA présente sur le terrain faisait office de conseillers juridiques en matière de législation foncière et forestière.

Malgré ce succès encourageant, l'organisme a dû faire face, durant l'exécution de son projet, à des problèmes organisationnels et matériels, notamment au niveau des déplacements des formateurs, des agents de l'AGED/FIVOARANA et des bénéficiaires en raison des longues distances à parcourir à pied (jusqu'à plus de 100 km). Il en est de même pour le matériel de camping qui était insuffisant ou la difficulté à accéder à un ordinateur durant le projet.

Par ailleurs, les 9 mois de réalisation du projet se sont avérés insuffisants. Par conséquent plus de temps aurait été nécessaire, notamment pour le volet pratique. En effet, une telle durée ne suffit pas (18 mois auraient été plus adéquats selon l'AGED) pour ramener une

population rurale à faible capacité d'assimilation vers une prise de conscience totale de leurs droits et obligations en matière environnementale et foncière ; d'autant que ces mêmes connaissances sont, en principe transmises ensuite à l'ensemble de la population. Quoi qu'il en soit, il apparaît que ce projet mené par l'ONG AGED/FIVOARANA, a eu un impact positif sur les populations ciblées et notamment en terme d'appréhension de la problématique des droits et obligations en matière d'acquisition des terres et de l'utilisation des ressources naturelles. Des efforts de l'organisme qui méritent donc à être encouragés dans la pérennisation de son action dont le fondement est basé sur la mobilisation communautaire vers l'amélioration et la gestion de l'environnement.

## II PROJET : « CONTRIBUTION A UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES DROITS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE GESTION FORESTIÈRE PAR LES POPULATIONS LOCALES DANS LES ZONES DE FÉNÉRIVE-EST ET DE MASOALA (MAROANTSETRA) » / ASOS-BRICKAVILLE

### A Généralités

- **Organisme titulaire**

ASOS Brickaville (Action Santé Organisation Secours)

- **Siège :**

Ambodiampaly, Brickaville (508) Tel 030 55 857 80

- **Population cible:**

Autorités locales, communautés villageoises.

- **Localisation du projet :**

- Forêt Analabe-Vavazahona, Commune Maromitety (Fénérive-Est) ;
- Masoala (Maroantsetra).

- **But ou objectif général du projet :**

Parvenir à une prise de conscience des communautés sur l'utilisation de la forêt naturelle dans les zones ciblées, sur leurs droits et obligations, en vue d'une mobilisation pour l'utilisation plus rationnelle de cette ressource naturelle en danger.

- **Objectifs spécifiques:**

- durant les quatre premiers mois, habiliter au moins 60 % des autorités locales des 2 zones ciblées à maîtriser les nouvelles politiques et législation forestières ;
- faire connaître pendant le premier semestre du projet, les aspects légaux de la nouvelle politique et législations forestières à au moins 30 % des utilisateurs des ressources forestières ;
- avant la fin du projet, encourager au moins 50 % des populations locales au comportement plus protecteur et conservateur vis à vis des ressources forestières.

### B Chronologie

**Date de démarrage prévue :** Octobre 2001  
Octobre 2001

**Début effectif :** 17

**Date de clôture prévue :** Mai 2002

**Date de clôture effective :**  
Mai 2002.

**Durée initialement prévue :** 8 mois

**Durée effective :** 8 mois

### C Résultats par activités

1) *Habiliter 60 % des autorités locales dans les deux cantonnements à maîtriser et à mettre en application les nouvelles politiques et législations forestières*

Dans le cadre de cette action, il a été prévu de :

- multiplier les textes simplifiés par le CNOE (Comité Nationale pour l'Observation des Élections) ;
- évaluer les connaissances des autorités locales sur les politiques et lois forestières ;
- informer et sensibiliser les autorités administratives et traditionnelles sur les nouvelles dispositions ;
- former les autorités locales sur les textes et lois en vigueur.

Les résultats obtenus ont été :

- des rencontres avec les responsables de la direction inter-régionale des eaux et forêts de Toamasina ;
- des rencontres avec le chef CIREF (Circonscription des Eaux et Forêts) de Fénérive-Est et le chef cantonnement de Vavatenina pour la planification des activités en particulier le calendrier pour les formations ;
- des rencontres avec les autorités administratives et les élus de Vavatenina et de la commune rurale de Maromitety pour la sensibilisation sur le fondement du projet et les choix définitif des villages cibles ;
- la mise en place d'une formation destinées aux autorités locales sur les textes et lois en matière de gestion forestière par les formateurs composés d'un représentant de la DIREF (Direction des Eaux et Forêts), du chef CIREF de Fénérive-Est, du chef cantonnement de Vavatenina et quelques membres de l'ASOS. Douze participants provenant de divers point de la commune ont été formés pendant 3 jours.

2) *Faire connaître les aspects de la nouvelle politique et législations forestières à au moins 30 % des utilisateurs des ressources forestières*

Durant cette action, il était prévu d'abord de recenser et informer les utilisateurs des ressources forestières sur les nouvelles dispositions, puis de les sensibiliser sur leurs droits et obligations. Enfin, il était prévu de mettre en place un comité de coordination, de gestion et de suivi au niveau des villages, communes et *fivondronana*.

En ce qui concerne les résultats, un recensement sommaire des utilisateurs des produits forestiers a été fait. Ensuite, une campagne de sensibilisation des utilisateurs des produits forestiers a été réalisée.

La seule difficulté à laquelle le projet a été confronté a trait au dénombrement des utilisateurs des produits forestiers. En effet, ce dénombrement était difficile du fait de l'existence d'exploitants amateurs qui ne sont pas recensés auprès des services forestiers et qui exploitent la forêt de façon ponctuelle ou intermittente.

3) *Encourager au moins 50 % des populations locales au comportement plus protecteur et conservateur vis à vis des ressources forestières*

Dans le cadre de cette action, il a été prévu de :

- évaluer le niveau de connaissance de la population sur les politiques et lois ;
- procéder à l'extension des « *Vaomieran'ny ala* » à tous les villages ;
- former les « *Vaomieran'ny ala* » en technique de communication ;
- former des agents communautaires en technique de théâtre de marionnette ;
- informer et sensibiliser la communauté sur ses droits et obligations ;
- organiser mensuellement une séance de mobilisation sociale au niveau de chaque zone ;

- diffuser des émissions et des spots publicitaires sur la station radio locale (par zone), soit au total 4 émissions et 36 spots diffusés par mois ;
- sensibiliser la communauté sur les problèmes et alternatives existantes.

Les résultats obtenus ont été :

- mise en place des comités villageois d'animation (*Vaomieran'ny ala Mpanentana*) ou VAM après la sensibilisation des populations des différents villages cibles sur la dégradation de la forêt naturelle.
- formation des VAM et d'agents communautaires en techniques de communication en novembre 2001.
- formation des agents communautaires en technique de marionnettes en décembre 2001. 8 VAM, sélectionnés parmi ceux qui ont participé à la formation en technique de communication, ont aussi bénéficié de cette formation. La troupe a été dotée de matériels (poupée, castelet,...) qui seront stockés au niveau du bureau de la commune à Maromitety ;
- une campagne d'animation et de mobilisation sociale sur ses droits et obligations a été réalisée avec les VAM. 2 villages, ont bénéficié chacun d'une séance de mobilisation en décembre 2001. ;
- une réunion de planification des activités de terrain a été fait entre l'équipe d'ASOS, les VAM et les représentants de la commune.

De nombreux problèmes sont survenus au cours de ces activités :

- la plupart des villages sont difficiles d'accès, ce qui a limité le projet. De plus les différents sites d'intervention sont éloignés les uns des autres, entraînant de longues marches ;
- lors des réunions de contact, la méfiance ou la peur des habitants des villages bordant la forêt a freiné l'action ;
- l'absence des VAM de certains villages lors des formations a eu des impacts sur l'action de sensibilisation des villageois lorsqu'on sait que les VAM assurent la transmission des connaissances à ces villageois ;
- les événements politiques ont entraîné une certaine instabilité psychologique de la population ce qui a rendu difficile leur mobilisation ;
- pour la réalisation des théâtres de marionnettes, il a été difficile de trouver un lieu bien adapté aux représentations ;
- les nombreuses absences des acteurs pour les groupes folkloriques et théâtres villageois ont eu des répercussions négatives sur l'avancement des activités ;
- l'incompréhension de l'objectif du projet par les auteurs des théâtres villageois a conduit ces derniers à induire de faux messages dans les textes des théâtres, ce qui a nécessité la réécriture de ces dernières.

#### **D Apports de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

La contribution de l'ONG consiste à assurer le fonctionnement administratif, par le paiement du personnel, et l'apport des matériels informatiques.

#### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

En dehors de PAGE, d'autres partenaires sont intervenus durant le projet : le KMF/CNOE, la DIREF, la CIREF, la Commune de Vavatenina, des stations radio et des journaux.

#### **F Participation des bénéficiaires du projet**

La population bénéficiaire a contribué à la réalisation du projet en tant qu'auteurs et/ou acteurs des représentations théâtrales qui sont les vecteurs de message.

La participation de la population bénéficiaire du projet s'est également manifestée sous la forme de travail bénévole, notamment pour la convocation et le rassemblement de la population, l'organisation logistique des réunions et des formations et le transport de matériel dans les villages.

A noter que la mairie a apporté sa contribution en exonérant les représentations de théâtres des ristournes habituelles.

### **G Pérennisation des actions du projet**

Arrivé au terme du projet, l'ASOS envisage de poursuivre l'action en continuant la sensibilisation et la formation des populations locales en matière de gestion forestière et en introduisant progressivement le transfert de gestion de la forêt. La réalisation de cette suite du projet est tributaire d'un financement, ainsi l'ASOS projette de chercher un nouveau bailleur.

### **H Exécution financière**

**Montant de la subvention accordée :** 140 325 000 FMG

**Montant de la subvention utilisée :** 60 941 588 FMG

**Reste en cours d'utilisation :** 79 383 412 FMG

### **Conclusion**

Plusieurs actions en faveur de la mobilisation et l'organisation des communautés villageoises pour que celles-ci acquièrent un réflexe protecteur vis-à-vis de l'environnement ont été menées à travers ce projet. Que ce soit à travers les actions de formation et de sensibilisation des autorités locales et des agents forestiers sur les nouvelles lois forestières. Il en est de même des « *Vaomieran'ny Ala Mpanentana* » (VAM) qui sont déjà opérationnels. Ces derniers ont contribué à la sensibilisation de la population et ont facilité la communication entre la communauté et les intervenants extérieurs (ONG, institutions telles que CIREF, DIREF, ...).

Ces VAM ont été appelés à travailler de façon complémentaire avec les COBA (Comité de Base) et les agents de forêt. Mais il a été constaté que la collaboration avec ces derniers concernant le fait de signaler les infractions perpétrées dans les villages reculés par les exploitants illicites a été peu performante. En effet, les cas signalés n'arrivaient pas à temps à cause de l'éloignement géographique entre les villages et le bureau des agents forestiers.

De plus, le dénombrement exact des utilisateurs des produits forestiers s'est avéré difficile. En effet, le nombre d'exploitants professionnels recensés auprès des services des Eaux et Forêts, ainsi que celui des exploitants amateurs n'a pu encore être défini. Ainsi, il a été difficile d'apprécier le taux d'atteinte du deuxième objectif du projet, qui est la sensibilisation des utilisateurs des produits forestiers sur les nouvelles politiques forestières.

D'autres problèmes sont également apparus durant l'exécution du projet.

A part les problèmes d'accès sur les sites, et de méfiance de certains villageois, l'ASOS Brickaville a été confrontée à plusieurs contraintes au niveau du temps pour l'exécution des activités.

Ensuite, le contexte de l'élection (propagande, crise après élection) a provoqué des changements au niveau du calendrier des activités. Ainsi, des retards ont été notés pour la formation des autorités, la mise en place des comités et l'évaluation du niveau de connaissance de la population sur les politiques forestières.

Par ailleurs, les dépenses de déplacements ont été plus élevés que prévus à cause de nombreuses circonstances sociopolitiques (élection, crise, barrage sur les Routes Nationales, ...). Les dépenses supplémentaires ont dû être supportées par l'ASOS.

L'absence de recensement de l'ensemble des exploitants forestiers ne permet pas également de cerner l'ampleur des actions de sensibilisation. Le nombre très restreint des agents forestiers, qui sont les seuls habilités à prendre des mesures contre l'exploitation illicite des produits de forêts, limite également la volonté des VAM de préserver la forêt contre surexploitation.

La pauvreté (faible revenu) de la population cible a limité leur adhésion aux actions menées par le projet.

Enfin, le niveau de connaissance relativement bas de la communauté constitue une barrière à la compréhension des textes et lois dont la connaissance est transmise par l'ONG.

Malgré ces premiers résultats qui sont déjà encourageants, il faudra encore attendre un peu pour apprécier réellement l'impact des actions menées dans le cadre de ce projet de l'ASOS Brickaville.

**III PROJET : « CONTRIBUTION A UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES DROITS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE FONCIÈRE ET EN GESTION FORESTIÈRE PAR LES POPULATIONS CONCERNÉES DANS LES ZONES DE BEVILANY (FORT-DAUPHIN). » / ASOS FORT-DAUPHIN**

**A Généralités**

• **Organisme titulaire**

ASOS Fort-Dauphin (Action Santé Organisation Secours) ; en collaboration avec WWF (*World Wild Fund*), ANGAP (Association nationale de gestion des aires protégées), CIREF (Circonscription des eaux et forêts), CEL (Centre écologique de Libanona), Projet Radio, FAFAFI (*Fanentanana fambolena fiompiana*).

• **Siège**

BP 322 Fort Dauphin (614), Tél/Fax. 92 216 81

• **Population cible**

Autorités locales, agents forestiers, communautés villageoises.

• **Localisation du projet**

Zone d'exploitation de charbon de bois et planches à Bevilany (Commune de Ranopiso, Andranobory et Lakandava)

• **But ou objectif général du projet**

Prise de conscience des personnes concernées par l'utilisation de la forêt naturelle de Bevilany, sur leurs droits et obligations portant sur la gestion forestière, en vue d'une mobilisation pour l'utilisation plus rationnelle de cette ressource naturelle en danger.

**Objectifs spécifiques :**

- habiliter 100 % des agents forestiers et 60 % des autorités locales dans les deux cantonnements concernés à maîtriser et mettre en application les nouvelles politiques et législations forestières ;
- faire connaître les aspects légaux de la nouvelle politique et les législations forestières à au moins 30 % des utilisateurs des ressources forestières ;
- mobiliser les communautés de base et autorités locales dans les trois communes concernées pour la prise d'au moins trois mesures concrètes entrant dans le cadre du transfert de gestion des ressources forestières.

**B Chronologie de l'exécution du projet**

**Date de démarrage prévue :** Juillet 2001

**Début effectif :** Septembre 2001

**Date de clôture prévue :** Mai 2002.  
2002

**Date de clôture effective :** Mai

**Durée initialement prévue :** 11 mois.

**Durée effective :** 9 mois

Suite au retard de la signature de la convention et du déblocage des fonds, le début effectif des activités a été reculé par rapport à la prévision. En outre, certaines activités (ex : formations, ...) ont été décalées par rapport au calendrier initial, à cause du retard de la validation des textes de loi forestière et de l'absence fréquente des formateurs.

## C Résultats qualitatifs et quantitatifs par activités

### 1) *Habiliter 100 % des agents forestiers et 60% des autorités locales dans les deux cantonnements à maîtriser et mettre en application les nouvelles politiques forestières*

Durant cette activité, il a été prévu de :

- inventorer les textes sur les politiques et lois forestières ;
- choisir les textes et messages, réédition et multiplication ;
- former les agents forestiers sur les lois et politiques forestières ;
- doter la CIREF (Circonscription des Eaux et Forêts) en outils de gestion et équipements de suivi ;
- informer les autorités locales sur les nouvelles dispositions ;
- former les autorités locales sur les textes en vigueur ;
- organiser une table ronde des parties prenantes sur le camp pénal : Ranomainty.

Les résultats obtenus sont les suivants :

- le remplacement des actions concernant l'inventaire et le choix des textes par leur diffusion auprès des parties prenantes ;
- la formation des agents forestiers de Fort-Dauphin et d'Amboasary ;
- le début de dotation de différentes fournitures du CIREF ;
- l'information des autorités locales sur les textes en vigueur au moyen de communication radiophonique ;
- les rencontres avec les responsables du camp pénal n'ont pas apporté de solution au le problème.

Quelques problèmes ont été rencontrés :

- le chef CIREF était souvent absent, ce qui a retardé la réalisation des formations ;
- les consommables en photocopie se sont avérés coûteux ;
- la coordination des missions de PAGE avec les autres activités s'est avérée difficile ;
- la formation des autorités et responsables locaux doit être précédée par des visites d'information.

### 2) *Faire connaître des aspects de la nouvelle politique et les législations forestières à au moins 30 % des utilisateurs des ressources forestières*

Tout d'abord, il a été prévu de recenser et informer les utilisateurs des ressources forestières sur les nouvelles dispositions. Ces derniers utilisateurs seront sensibilisés, par le biais de plusieurs outils de communication, sur leurs droits et obligations. Enfin, il a été prévu de sanctionner les contrevenants.

Les résultats obtenus sont les suivants :

- les utilisateurs des ressources forestières ont été identifiés et recensés ;
- une campagne d'information à l'intention des utilisateurs des ressources forestières a été réalisée au moyen d'émissions radiophoniques produites par ASOS en collaboration avec les stations radio locales et l'équipe MIRAY. ;
- des séries de magazines et reportages, impliquant paysans et techniciens, ont été réalisés pour sensibiliser les utilisateurs sur leurs droits et obligation,

valorisant ainsi les formations dispensées par le CNOE (Comité National pour l'Observation des Élections) et PAGE ;

- après la diffusion des émissions, des concours ont été organisés pour évaluer les connaissances des auditeurs ;
- deux sortes de fiches de suivi ont été utilisées dans le cadre de l'évaluation des émissions radio. La première, destinée aux stations radio comporte la date et l'heure de l'émission, ainsi que le thème traité. La deuxième, remise aux responsables des groupes d'écoute, sert à récolter des informations relatant la compréhension du message par chaque groupe d'écoute.

Deux problèmes principaux ont été rencontrés :

D'une part, quelques régions prévues pour être sensibilisées n'ont pu l'être finalement à cause de la faible puissance de l'émetteur de certaines stations radios et parfois même de la fermeture des stations.

D'autre part, des problèmes d'adéquation. entre le calendrier d'exécution des activités et les activités des paysans. (ex. : démarrage effectif des activités en septembre 2001 alors que la campagne d'information / sensibilisation sur les feux de brousse devait débuter en juillet 2001).

3) *Mobiliser les communautés de base et autorités locales dans l'adoption d'au moins trois mesures concrètes, dans le cadre du transfert de gestion des ressources forestières*

Pour cette action, il a été prévu de :

- évaluer le niveau de connaissance de la population sur les politiques et les lois ;
- diffuser les nouvelles dispositions en matière de transfert de gestion des ressources forestières ;
- délimiter avec la communauté les zones de conservation et les zones pouvant être exploitées ;
- impliquer la communauté dans la délivrance des permis et la surveillance des exploitations ;
- sensibiliser la communauté sur les problèmes et alternatives possibles.

Les résultats obtenus sont les suivants :

- l'évaluation du niveau de connaissance de la population sur les politiques et lois a été faite de façon informelle par manque de temps ;
- la diffusion des nouvelles dispositions en matière de transfert de gestion des ressources forestières a vu la participation de la CIREF en tant que leader de cette activité ;
- la sensibilisation de la communauté sur les problèmes et alternatives possibles a été menée avec la valorisation des actions des organismes de développement tels que FAFAFI, ANAE,...Ainsi, pour limiter l'exploitation de la forêt naturelle dans la production de bois de chauffe, la CIREF ne délivre plus de permis de coupe. FAFAFI a accentué ses actions de développement en guise d'alternative pour les fabricants de charbon, tandis que d'autres ONG travaillant à Fort-Dauphin ont fait la promotion des « *fatana mitsitsy* » (foyer amélioré) et des « *toko mitsitsy* ». MIRAY a axé ses actions sur la valorisation de la station forestière et la promotion des charbons de forêt artificielle (*Eucalytus*) dans la région de Fanjahira par l'octroi de formation en carbonisation dans cette région ;

- les autres activités (transfert de gestion, délivrance de permis par la communauté...) n'ont pas encore été réalisées, car une étape de renforcement des communautés de base (COBA) est jugée préalablement utile.

Malgré le fait que le charbon d'*Eucalyptus* est moitié moins cher que le charbon de bois de forêt naturelle, celui-ci n'est pas apprécié (du point de vue qualité) par la population, ce qui limite l'action de diminution de l'exploitation de la forêt naturelle en charbon de bois.

#### **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

Pour la réalisation du projet, l'ASOS a apporté une grande partie des moyens humains et quelques dépenses de fonctionnement.

#### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre PAGE, plusieurs autres intervenants ont participé au cours du projet : le KMF/CNOE, la DIREF (Direction des Eaux et Forêts), la CIREF, l'ANGAP (Agence Nationale de Gestion des Aires protégées), le CEL (Centre écologique de Libanona), le FAFAFI, des stations radio locales et le Programme MIRAY.

#### **F Participation des bénéficiaires du projet**

La population bénéficiaire a participé à l'identification des besoins de la région et dans le regroupement des informations nécessaire à la réalisation du projet. Les villageois ont également contribué à la diffusion des messages à travers leur participation aux « *sketches* » organisé à cet effet. Enfin, l'organisation de réunions et de formations revenaient également aux bénéficiaires du projet.

#### **G Perennisation des actions du projet**

L'ASOS prévoit de poursuivre les actions de sensibilisation de la population en matière de législation forestière et surtout de réaliser le transfert de gestion des produits forestiers. Cette suite est prévue pour durer 6 mois. Pour ce faire, des négociations de partenariat sont actuellement en cours entre l'ASOS Fort-Dauphin et PACT.

En ce qui concerne la pérennisation des actions du projet, les différentes ONG constituant le consortium vont se relayer dans un premier temps pour assurer la poursuite des actions. La perpétuation des activités de sensibilisation est amenée à apporter à la population ou à une partie tout du moins un réflexe environnemental. Ces personnes, appelées « messagers relais » seront chargés de la transmission des connaissances en matière de loi forestière à toute la communauté. De plus, l'ASOS prévoit d'exploiter les structures et organisations communautaires existantes telles que les COBA et KASTI pour la pérennisation des actions.

#### **H Exécution financière**

**Montant de la subvention accordée :** 187 080 000 FMG

**Montant de la subvention utilisée :** 140 810 000 FMG

**Reste en cours d'utilisation :** 46 270 000 FMG

#### **Conclusion**

Au terme du projet, les responsables de l'ASOS Fort-Dauphin estiment qu'en général la population concernée est parvenue à une meilleure connaissance de ses droits et

obligations en matière de gestion forestière, même si une évaluation systématique de la connaissance des villageois n'a pas été faite.

Ainsi, d'après le coordonnateur du projet, 60 % des activités et des objectifs fixés ont été réalisées. Les actions ont reçu l'adhésion du public qui a pris l'habitude d'écouter et de suivre les émissions radiophoniques programmées dans le cadre du projet.

De plus, l'existence du projet a entraîné la diminution de la carbonisation de la forêt naturelle de Bevilany et l'accroissement de la production de charbon d'*Eucalyptus* à Fanjahira afin de couvrir les besoins de la population en bois de chauffe.

Il a été également constaté que grâce à ce projet, les différents intervenants dans la région ont été appelés à travailler en partenariat dans le cadre de la gouvernance forestière. Cette responsabilisation des intervenants a conduit à une organisation des actions de développement dans la zone, aboutissant à plus de résultats auprès de la population bénéficiaire.

Par ailleurs, signalons que, outre les problèmes matériels, l'exécution du projet a été freinée par deux types de problèmes : les problèmes de temps et de coordination. Ainsi, il s'avère que la durée du projet a été trop juste eu égard au volume des activités, ce qui n'a pas permis d'observer un changement de comportement significatif au niveau des parties prenantes. De plus, l'insuffisance de la coordination à l'intérieur du consortium (ASOS/ WWF/ ANGAP/ CIREF/ CEL/ Projet Radio/ FAFIFI) a ralenti les activités au début du projet ; Néanmoins, malgré ces différents problèmes, il s'est dégagé une réelle volonté de travailler collectivement. Les résultats obtenus sont prometteurs et méritent que les actions entreprises soient poursuivies et soutenues.

#### IV PROJET : « INVENTAIRE BIOLOGIQUE RAPIDE (RAP) DU CORRIDOR FORESTIER ANDRINGITRA – RANOMAFANA – IVOHIBE » / CMP

##### A Généralités

- **Organisme titulaire**

(Comité Multilocal de Planification)

- **Siège**

Fianarantsoa – Président : RAKOTONDRAIBE Charles Alfred (Directeur ANGAP Fianarantsoa)

- **Intitulé du projet**

« Inventaire biologique rapide (RAP) du corridor forestier Andringitra – Ranomafana – Ivohibe ».

- **Populations bénéficiaires**

Bénéficiaires immédiats : les Agences d'EXEcution environnementales (AGEX°) qui oeuvrent dans ces localités (LDI, ICTE-MICET, ANGAP) ;

Bénéficiaires à long terme : les populations environnantes.

- **Localisation du projet**

Corridor forestier Andringitra – Ranomafana – Ivohibe ;  
Parc National Ranomafana.

- **But ou objectif général du projet**

- fournir une base scientifique pour la gestion du corridor ;
- fournir un état des lieux et une base pour le suivi biologique dans le futur ;
- renforcer la capacité régionale et nationale pour l'inventaire et le suivi biologique.

- **Objectifs spécifiques :**

- fournir une base scientifique pour la gestion du corridor
- fournir un état des lieux et une base pour le suivi biologique dans le futur
- renforcer la capacité régionale et nationale pour l'inventaire et le suivi biologique

##### B Chronologie de l'exécution du projet

**Prévision démarrage du projet** : Avril 2000.

**Démarrage effectif** : Signature accord de subvention PAGE/CMP : Octobre 2000. Mais le CMP a déjà procédé à une phase de reconnaissance avant la signature de cet accord. On peut donc considérer que le projet a effectivement démarré en avril 2000.

**Prévision clôture du projet** : Novembre 2001.

**Clôture effective** : Janvier 2002 à la remise rapport final (le CMP a demandé une prolongation de 2 mois auprès de PAGE).

**Durée initialement prévue** : 19 mois (Avril 2000 – Novembre 2001).

**Durée effective** : 21 mois (Avril 2000 – Janvier 2002).

##### C Résultats par activités

Il faut noter que dans ce projet, seule la phase d'inventaire proprement dite a été financée par la subvention de PAGE. La phase préliminaire de préparation et celle de reconnaissance ainsi qu'une partie de la phase de restitution (analyse et compte-rendu des résultats de l'inventaire) entrent également dans le cadre de ce projet mais celles-ci ont été financées par d'autres partenaires.

*1) Phase de préparation (mai - août 2002)*

Une consultation des études disponibles dans la région auprès de l'AGERAS et d'autres institutions travaillant dans le corridor a été effectuée.

*2) Phase de reconnaissance (Septembre 2000)*

Une reconnaissance des sites a été menée avec pour objectif de :

- assurer la concertation avec la population, obtenir leur collaboration et leur participation dans le but d'assurer une bonne compréhension des objectifs de l'inventaire ;
- sélectionner les sites d'inventaire en accord avec la population ;
- établir des layons de recherche au niveau des sites sélectionnés ;
- permettre aux deux équipes de mieux se concerter sur la mise au point des méthodes et le choix des sites.

*3) Phase d'inventaire (Octobre – décembre 2000)*

Les sites inventoriés sont :

- 4 paires de sites dans les forêts « intactes ». Chaque paire sera constituée d'un site à moyenne altitude (environ 800 – 900 m) et d'un site plus élevée (1 200 m). Certains sites seront choisis « près » des terroirs villageois ;
- 2 paires de sites dans le parc national de Ranomafana.

Quant à l'inventaire des groupes biologiques, il porte sur des plantes à fleur (angiospermes), des fougères (ptéridophytes), des invertébrés (groupes sélectifs), des amphibiens et reptiles, des oiseaux, des micro mammifères, des carnivores et des lémuriers.

Il a été prévu également de procéder si possible à l'étude de qualité du milieu aquatique (PH, turbidité, teneur en sédiments, oxygène, etc.).

En ce qui concerne les résultats, des études ont été menées entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 15 décembre 2000 sur 3 sites du Parc National de Ranomafana et 8 sites du couloir forestier entre le Parc National de Ranomafana et Andringitra. Plusieurs groupes biologiques ont été inventoriés tels que les angiospermes, les ptéridophytes, les micromammifères, les reptiles et amphibiens, les oiseaux et des lémuriers.

*4) Phase d'analyse et de compte-rendu*

Il a été prévu que l'analyse soit effectuée au Parc Botanique et Zoologique de Tsimbazaza (Antananarivo), en associant, si besoin est des musées et partenaires étrangers. Les micro mammifères seront envoyés à Chicago, les fougères à Paris et les autres plantes à Genève.

En ce qui concerne les résultats, les analyses génétiques nécessitent des études plus approfondies et des équipements plus perfectionnés, les résultats seront donc publiés au fur et à mesure de leur accomplissement. En outre, il est prévu une restitution internationale, mais cette autre étape n'entre plus en compte dans la convention signée entre PAGE et le CMP.

## **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

Le CMP s'est placé en tant que gestionnaire des contrats vis-à-vis des bailleurs de fonds (en dehors de PAGE, d'autres bailleurs ont participé au projet). Sa structure de gestion a ainsi été utilisée par un Comité de pilotage, pour la mise en œuvre du projet.

## **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre l'appui de PAGE, le projet a bénéficié de la contribution d'autres partenaires : LDI, WWF Représentation, WWF représentation, ANGAP, ICTE-MICET.

## **F Participation des bénéficiaires du projet**

Les bénéficiaires directs de ce projet d'inventaire sont les agences d'exécution environnementales. Ainsi, leur participation en tant que bénéficiaires du projet se trouvent sous la rubrique suivante citant les interventions des autres institutions/organismes au projet.

## **G Pérennisation des actions du projet**

Ce projet d'inventaire a fait ressortir l'importance scientifique du couloir forestier entre le Parc National de Ranomafana et d'Andringitra. Le zonage effectué en parallèle a permis d'identifier également des zones prioritaires qui sont à conserver prioritairement. Pour le CMP, il est maintenant primordial de mettre en place des actions pour préserver cette biodiversité, surtout face aux actions des populations environnantes de ce corridor. Trois scénarii ont été envisagés :

- ne rien faire de précis pour le moment et laissez encore les populations locales exploiter les richesses de la forêt ;
- fermer l'accès au corridor et instaurer des projets de conservation (une réserve spéciale ou une aire protégée) ;
- réaliser des projets de développement durable pour valoriser et gérer les ressources naturelles du corridor.

Pour le moment, le dernier scénario est le plus plausible. Actuellement, le CMP travaille dans ce sens, de la manière suivante :

- en élaborant des projets de développement socio-économiques avec des ONG qui sont sur place ;
- en collaborant avec des Communautés de Base (COBA) dans le cadre du transfert de la gestion de la forêt (GELOSE) ;
- en s'impliquant dans l'élaboration du PDC (Projet de Développement Communal). Le CMP essaie notamment d'insérer la GELOSE et la GCF (Gestion Contractualisée de la Forêt) comme priorités dans ce PDC.

## **H Exécution financière**

**Montant total de la subvention : 230 220 225 FMG**

**Montant total de la subvention utilisée : 107 515 161 FMG**

**Reste non utilisé : 5 693 139 FMG**

## **Conclusion**

Les résultats de l'inventaire sont contenus dans un rapport technique en date de janvier 2002. Ces résultats montrent l'importance du point de vue biologique du Parc National

Ranomafana et du corridor forestier entre le Parc National Ranomafana-Andringitra, malgré les perturbations exercées par l'homme. Le rapport souligne également que la protection du corridor est nécessaire car sa déforestation risque d'aboutir à terme à l'extinction de certaines espèces.

Quelques problèmes organisationnels ont été rencontrés au cours de l'exécution du projet. D'une part, le consultant ayant fait l'inventaire était à certain moment difficile à joindre parce qu'il était à l'étranger. Certains rapports ont ainsi été remis avec du retard. D'autre part, le retard du déblocage de fonds a créé quelques problèmes au niveau de l'exécution du projet. Ainsi, les hommes de terrain étaient obligés de suivre la réalité et changer leur approche.

Par ailleurs, pendant les études sur terrain, des problèmes financiers sont également survenus, particulièrement au sein de l'équipe de ICTE/MICET – ANGAP, ce qui a ralenti le déroulement des études.

La partie du projet qui a fait l'objet de la subvention accordée par PAGE a été donc exécutée et le CMP est actuellement dans la phase de restitution des résultats.

**V PROJET : « OPÉRATIONNALISATION DU CRD DE L'ANOSY DANS LE CADRE DE LA FINALISATION DE L'ÉLABORATION DU SCHÉMA DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL SELON OS1 DU PTA DU 01 AOÛT 2000 À 31 JUILLET 2001 DU CRD » / CRD ANOSY**

**A Généralités**

• **Organisme titulaire**

CRD (Comité régional de développement) de l'Anosy

• **Siège :**

Immeuble chambre de commerce, Place de l'indépendance, Bazary be, BP 8, Tél. / Fax 92 216 99 Fort-Dauphin 614.

• **Population cible:**

La communauté de l'Anosy à travers les représentants par commune formés d'élus, d'opérateurs économiques, d'associations, d'ONG, d'agriculteurs, d'éleveurs.

• **Localisation du projet**

Région de l'Anosy, regroupant 38 communes d'Amboasary et de Fort-Dauphin.

• **But ou objectif général du projet :**

Renforcement et pérennisation des structures de concertation et de programmation du Comité Régional de Développement (CRD), afin de les rendre plus opérationnels et, qu'à moyen et long terme, le CRD puisse concevoir, promouvoir et suivre la mise en œuvre d'un schéma de développement régional (SDR) durable.

• **Objectifs spécifiques :**

- établissement des structures organisationnelles, des accords institutionnels, de l'approche et méthodologie de planification ;
- réalisation de diagnostics préliminaires ;
- collecte de toutes les informations pertinentes ;
- analyse pour définir la problématique et les options ;
- synthèse pour finaliser le SDR
- réalisation de plan détaillé pour les zones prioritaires et pour les communes ;
- promotion du SDR ;
- implantation du Programme d'Investissement Publics Prioritaires.

**B Chronologie de l'exécution du projet**

**Date de démarrage prévue :** Décembre 2000

**Début effectif :** Décembre 2000.

**Date de clôture prévue :** Septembre 2001  
2001

**Clôture effective :** Septembre

**Durée prévue :** 10 mois

**Durée effective :** 10 mois

**C Résultats par activités**

1) *Etablissement des structures organisationnelles, des accords institutionnels, de l'approche et méthodologie de planification*

Il a été prévu l'établissement de structures organisationnelles, d'accords institutionnels ainsi que de l'approche et de la méthodologie de la planification.

En ce qui concerne les résultats, les structures organisationnelles ont été mises en place et des accords institutionnels ont été réalisés.

Le CRD, pour arriver à la conception du schéma de développement régional, a misé sur la mobilisation des acteurs développement au niveau de chaque *fokontany* et commune. Ainsi, des réunions de concertation ont été réalisées à la base, c'est-à-dire au niveau de chaque *fokontany* et communes, ce qui ont constitué le point de départ de la conception du SDR. Ces réunions ont fait ressortir les potentialités et contraintes de chaque commune rapportées ensuite lors des ateliers diagnostics/zone par des représentants de la commune. Les représentants de chaque commune vont travailler avec les membres du CRD et les techniciens pour l'élaboration et la finalisation du SDR.

2) *Diagnostics préliminaires*

Il a été prévu de recueillir des informations brutes et identifier de façon préliminaire les grands enjeux du développement de la région de l'Anosy.

Comme résultats, des ateliers de *brainstorming* ont été réalisés avec tous les acteurs de la région, aussi bien ceux des communes rurales que ceux de la région. Ces ateliers ont permis d'obtenir des informations brutes qui n'ont été ni confirmées ou infirmées. Les informations ont été ensuite catégorisées en 4 blocs : économique, social, biophysique et infrastructure.

3) *Collecte de toutes les informations pertinentes*

Durant cette phase, il a été prévu, d'une part, de collecter des données pertinentes susceptibles d'aider à la clarification et à la compréhension des problématiques du développement de la région, et d'autre part, d'analyser les préliminaires des enjeux.

En ce qui concerne les résultats, les informations sur la région de l'Anosy ont été collectées par le biais d'ateliers d'analyse diagnostics. Celles-ci ont été rassemblées dans le rapport d'activité concernant la phase 3 du processus de mise en place du schéma de développement de l'Anosy. Le rapport d'activités de la phase 3 comprenait 6 chapitres ayant trait à la méthodologie, aux résultats sur le bloc économique, aux infrastructures physiques, aux secteurs sociaux, aux ressources biophysiques et aux analyses préliminaires.

4) *Analyse pour définir la problématique et les options*

Au cours de cette phase, il a été prévu de :

- faire une analyse intersectorielle et spatiale ;
- définir les principales problématiques et stratégies de développement, des options et des principales d'orientations ;
- établir un rapport d'étape sur les grandes options envisagées afin d'examiner et de résoudre les principaux problèmes par le biais des orientations, des politiques et des investissements principaux.

En ce qui concerne les résultats, des ateliers par zone, des groupes de travaux sectoriels et intersectoriels ont été menés pour les 38 communes formant la région de l'Anosy. En parallèle, différents partenaires (techniciens locaux et centraux) ont apporté leur concours en donnant des informations et des analyses sur la région.

Par ailleurs, les résultats des concertations ont été présentés sous forme de rapport dont le thème global a été « Les grandes orientations pour le développement de l'Anosy ». Ce rapport fait état des différents enjeux autour du développement de la région ainsi que des objectifs établis et des principales orientations pour les atteindre.

5) *Synthèse pour finaliser le SDR ;*

Cette synthèse n'a pas été réalisée.

6) *Plan détaillé pour les zones prioritaires ;*

Le plan détaillé n'a pas été réalisé.

7) *Plan détaillé pour les communes*

Le plan détaillé n'a pas été réalisé.

8) *Promotion du SDR*

Cette activité n'a pas été réalisée.

9) *Implantation du Programme d'Investissement Publics Prioritaires*

Cette activité n'a pas été réalisée.

#### **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

Dans le cadre de la mise en place du SDR de l'Anosy, le CRD a apporté une partie des moyens humains qui a pour rôle de gérer et de mettre en œuvre les orientations et les missions globales décidées en AG, c'est-à-dire par le CRD. Ainsi, ce personnel travaillant en bénévolat assure la représentation du CRD ainsi que le contrôle et la coordination technique des activités.

#### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre le bailleur, d'autres partenaires ont participé au projet : le MINATV (Ministère de l'Aménagement du Territoire et des villes), PACT, USAID, PNUD, SNAD, ONE, Dobbin International, QMM, Banque mondiale, Projet PAIGEP, coopération japonaise.

#### **F Participation des bénéficiaires du projet**

La participation des bénéficiaires a résidé dans la réalisation des réunions de base au niveau des *fokontany* et des communes, ainsi que dans l'octroi des informations, des atouts et contraintes de leur région.

Les ONG, associations et opérateurs économiques locaux ont facilité les actions du CRD par le biais de la mise en œuvre de leurs structures en tant qu'organismes et associations pour le bon déroulement des activités du CRD.

#### **G Perennisation des actions du projet**

La poursuite des actions d'élaboration du schéma de développement régional est envisagée avec l'appui de la Banque Mondiale dans le cadre du PGIDR. Quant à sa mise en œuvre, le CRD prévoit que celle-ci soit à la charge de l'Etat, tout au moins jusqu'à 50 % des fonds nécessaires.

#### **H Exécution financière**

##### **Montant de la subvention accordée :**

- CRD Fonctionnement : 174 246 000 FMG
- CRD Réhabilitation : 110 276 450 FMG

##### **Montant de la subvention utilisée :**

- CRD Fonctionnement : 174 246 000 FMG
- CRD Réhabilitation : 110 276 450 FMG

### **Conclusion**

Un rapport faisant état des informations pertinentes sur la région a été élaboré à l'issu de différents travaux de collecte d'informations. Un rapport sur les grandes orientations pour le développement de l'Anosy a également été réalisé.

Les responsables du CRD Anosy ont admis que les objectifs ne sont pas atteints. Seules quatre des neuf phases prévues a été réalisé à ce jour. Ces mêmes responsables estiment que les 5 phases restantes devront être accomplies vers la moitié de l'année 2003.

La méthode de « système participatif » dans la réalisation des actions a posé des problèmes dans la mesure où le rassemblement de toutes les parties prenantes est difficile. En effet, au niveau local, la réunion de la communauté est limitée par les occupations quotidiennes de ces dernières mais aussi par l'indisponibilité des élus compte tenu de leurs responsabilités. Au niveau régional, les concertations par zone ont été limitées par les problèmes de routes en saison pluvieuse et le manque de moyens.

Il a été également constaté que l'implication de tous les bénéficiaires et parties prenantes (élus, entrepreneurs, opérateurs économiques, communauté...) aux activités n'était pas facile. Ceux-ci ont eu tendance à délaissé l'élaboration du SDR, ce qui entraîne des lacunes à la démarche.

En outre, certaines communes ne sont pas arrivées à l'élaboration du PCD (Plan Communal de Développement) alors que la mise en place du SDR repose en partie sur ces structures.

Par ailleurs, le CRD a travaillé en bénévolat, aucun système de *perdiem* n'a été prévu pour certaines réunions de concertations à la base. Cette inexistence de *perdiem* a été un facteur de blocage pour certaines parties prenantes.

Enfin, étant donné que le budget octroyé par PAGE a été évalué d'après des besoins immédiats de l'organisme, celui-ci ne couvrirait pas les besoins réels, nécessaires à la réalisation des activités.

## VI PROJET : « PROJET D'APPUI ESSA-FORET » / ESSA FORET

### A Généralités

#### • Organisme titulaire

ESSA-Forêt (Département des Eaux et Forêts de l'École Supérieure des Sciences Agronomiques);

#### • Siège

Antananarivo, BP 175, Tél. 22 316 09 ou 22 611 84

#### • Population cible

Étudiants, formateurs, les acteurs des sites d'application de l'ESSA-Forêt.

#### • Localisation du projet

ESSA-Forêt et les sites d'application ou sites pédagogiques qui sont :

- Mandraka (Est de Madagascar) ;
- Ambohitantely (Centre Est de Madagascar) ;
- Tampolo (Littoral Est de Madagascar) ;
- Beza mahafaly (Sud de Madagascar).

#### • But ou objectif général du projet

Renforcer la capacité conceptuelle, organisationnelle et infrastructurelle du Département des Eaux et Forêt pour mener à bien ses vocations de recherche et de formation.

#### • Objectifs spécifiques

- renforcer la recherche appliquée sur la gestion durable de la biodiversité et le suivi écologique ;
- capitaliser les acquis de la recherche pour une meilleure gestion des ressources naturelles, à travers les mémoires et les thèses ;
- s'informer et se former sur les réalités de la conservation de la biodiversité.

### B Chronologie de l'exécution du projet

**Date de démarrage prévue :** Mars 2001.

**Début effectif :** Mars 2001.

**Date de clôture prévue :** Décembre 2001.  
2001.

**Clôture effective :** Décembre

**Durée prévue :** 10 mois.

**Durée effective :** 10 mois

### C Résultats par activités

- 1) *Travaux de recherches diplômants dans les domaines de la conservation de la biodiversité et le suivi écologique dans la région de Fort Dauphin*

Durant cette action, il a été prévu d'effectuer types de recherche qui sont :

- la recherche sur la valorisation des graines de *dypsis decaryi* ;

- le suivi écologique de la divagation du bétail dans la zone de tsitongambarika II ;
- l'étude quantitative d'utilisation des ressources naturelles ligneuses ;
- l'étude quantitative d'utilisation des ressources naturelles non ligneuses.

Les résultats ont été présentés de cette manière :

- encadrement technique et financier de la recherche menée par RAKOTONISETRA Zaoarinoro dont l'intitulé est « étude de l'impact de la divagation du bétail sur la régénération naturelle de la forêt. Cas du parc d'Andohaëla » ;
- encadrement technique et financier d'une recherche menée par NARISOA Andoniaina sur l' « étude d'impact de la collecte de graines du palmier trièdre : *Neodypsis decaryii* » ;
- encadrement technique et financier du travail de recherche de RAJOELISON Helimboangy Sandra sur l' « étude quantitative de l'utilisation des ressources ligneuses au Parc National d'Andohaëla » ;
- encadrement technique et financier de RAOBINANDRASANAMAHAI VONONA Christian pour son travail sur l' « étude quantitative de l'utilisation des ressources non ligneuses au Parc National d'Andohaëla ».

## 2) Travaux pratiques et voyages d'études

Deux voyages d'études ont été prévus : un pour les étudiants de la 4<sup>e</sup> année dans le Nord de Madagascar, et un autre voyage d'étude pour les étudiants de la 5<sup>e</sup> année dans le Sud de Madagascar.

En ce qui concerne les résultats, des travaux pratiques axés sur 8 thèmes relatifs à la foresterie générale ont été réalisés pendant une semaine dans le site de Mandraka en guise d'application des cours théoriques pour les étudiants de la 4<sup>ème</sup> année.

Par ailleurs, un autre voyage d'étude dans l'Ouest de Madagascar (axe Majunga) a été organisé au bénéfice des étudiants de la 4<sup>ème</sup> année. Ce voyage avait pour but d'illustrer les cours théoriques et imprégner les étudiants des réalités des différentes régions du pays. Les thèmes travaillés lors de ce voyage étaient : « gestion conservatoire des eaux et des sols » ; « aménagement forestier et sylviculture » ; « filières des produits forestiers et Gestion communautaire ».

Enfin, un voyage d'étude dans le Sud Est de Madagascar (axe Ambositra-Mananjary-Manankara) a été réalisé pour les mêmes élèves de la 4<sup>ème</sup> année. Les observations et les investigations ont été axées surtout sur la Sylviculture, Reboisement et Arboriculture, Aménagement des Aires Protégées, Conservation de la Biodiversité et Gestion communautaire.

Comme problème, il a été noté que les grèves au niveau de l'université d'Antananarivo ont décalé ou n'ont pas permis la réalisation de certaines activités : cas de l'annulation du voyage d'étude planifié dans le Sud pour la promotion 5<sup>ème</sup> année 2001.

## 3) Formations des formateurs : participation des formateurs du département de l'ESSA-Forêt à des ateliers d'échanges et de réflexion

Il a été prévu de réaliser 3 ateliers de formation. Le premier sera un atelier axé sur la priorisation de la biodiversité au niveau régional. Le deuxième sera axé sur la priorisation de la biodiversité régional, spécifique aux zones humides. Enfin, le troisième atelier sera focalisé sur l'approche communautaire du CAF.

En ce qui concerne les résultats, les formateurs du département ont participé aux ateliers se rapportant à la priorisation de la biodiversité au niveau régional, à la priorisation de la

biodiversité régional : spécifique aux zones humides et à l'approche communautaire du CAF. A mi-parcours la formation de formateurs a été réorientée sous forme d'immersion permettant une étude de proximité des problématiques de la Conservation de la biodiversité et du suivi écologique.

Par ailleurs, une équipe multidisciplinaire des formateurs composée d'enseignants (en Écosystèmes forestiers et Botanique, en Sylviculture et Aménagement des Forêts, en Télédétection et en Aménagement des Ressources Naturelles) a effectué une immersion dans le Sud Est de Madagascar (axe Fianarantsoa- Mananjary- Manankara).

#### **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

Au cours de ce projet, l'ESSA Forêts a apporté, d'une part, ses ressources humaines (enseignants chercheurs, assistants de recherche, techniciens de laboratoire et de terrain, employés administratifs, étudiants). D'autre part, l'ESSA Forêts a apporté divers matériels (locaux, parc à véhicules, matériels didactiques et informatiques).

#### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre le bailleur, deux principaux partenaires ont également collaboré à l'ensemble du projet : CIREF et le WWF.

#### **F Participation des bénéficiaires du projet**

Les étudiants qui sont bénéficiaires du projet ont participé financièrement lors de la réalisation de leurs voyages d'étude. Par ailleurs, le département ESSA Forêts s'est impliqué dans la réalisation des recherches, dans la finalisation des rapports et dans la publication de résultats des recherches qui ont été présentés sous forme de mémoire de fin d'étude.

#### **G Exécution financière**

**Montant de la subvention accordée : 82 000 000 FMG**

**Montant de la subvention utilisée : 82 000 000 FMG**

#### **Conclusion**

Les principaux objectifs du projet ont été atteints que ce soit au niveau du renforcement la recherche appliquée sur la gestion durable de la biodiversité et le suivi écologique, la capitalisation des acquis de la recherche pour une meilleure gestion des ressources naturelles; les informer collectées et les formations dispensées sur les réalités de la conservation de la biodiversité.

Par ailleurs, si les formateurs et les étudiants ont bien bénéficié des appuis techniques et financiers apportés par PAGE, le principal problème qui a perturbé la réalisation des travaux de recherche a été les grèves enregistrées au niveau de l'université d'Antananarivo. Celles-ci ont, soit décalé, soit annulé la réalisation de certaines activités. Par exemple, un voyage d'étude dans le Sud prévu pour la promotion 5<sup>e</sup> année 2001, n'a pas finalement eu lieu.

### **VII PROJET : « RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DES ONG EN MATIERE DE COMMUNICATION RELATIVES AUX TEXTES JURIDIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT » / KMF/CNOE**

#### **A Généralités**

• **Organisme titulaire**

KMF/CNOE (Komity Mpanaramaso ny Fifidianana/ Comité National pour l'Observation des Élections)

• **Siège :**

50, rue Joël RAKOTOMALALA, Faravohitra, Tananarive 101, Tél. 22 201 60.

Responsable du projet : RAKOTOARISOA Jean-Jacques

• **Populations cibles :**

Bénéficiaires directs : ONG oeuvrant à Toamasina, Fianarantsoa, Fort-Dauphin ;

Bénéficiaires indirects : paysans cibles, paysans environnants, habitants de Madagascar, l'humanité tout entière.

• **Localisation du projet :**

Toamasina ; Fianarantsoa ; Fort-Dauphin.

• **But ou objectif général du projet :**

Optimiser les impacts positifs en faveur de la protection du milieu naturel et de la forêt en formant les ONG pour qu'elles soient capables d'utiliser efficacement des supports simplifiés et standardisés de sensibilisation et d'animation. Ces supports sont conçus à partir des textes juridiques concernant la MECIE (Mise En Comptabilité des Investissements avec l'Environnement), la GCF (Gestion Communautaire des Forêts) et des lois forestières.

• **Objectifs spécifiques :**

Au bout de 3 jours de formation, les 9 ONG oeuvrant à Toamasina, Fianarantsoa et Fort-Dauphin doivent être capables de :

- maîtriser les textes relatifs à la MECIE, la GCF et les lois forestières ;
- maîtriser l'exploitation et l'adaptation des supports d'animation et de sensibilisation en fonction des contextes de chaque zone d'intervention ;
- maîtriser les techniques d'approche en matière de communication (approche andragogique, participative et genre) ;
- entraîner les paysans à une gestion communautaire autonome des milieux forestiers ;
- avoir des notions de base en ingénierie de formation.

**B Chronologie de l'exécution du projet**

**Prévision démarrage du projet :** Début avril 2001  
2001

**Démarrage effectif :** Fin avril

**Prévision clôture du projet :** Décembre 2001

**Clôture effective :** Mi-mai 2002.

**Durée initialement prévue :** 9 mois.

**Durée effective :** 9 mois (avril 2001 à mi-mai 2002) (si les 2 à 3 mois de suspension compte tenu des conjonctures politiques ne sont pas inclus dans les cadres limites du projet).

**C Résultats par activités**

1) *Production de textes juridiques en textes non juridiques*

La traduction des textes juridiques a été confiée à des universitaires malgachisants pour en faciliter la compréhension. Ensuite, l'ébauche d'un mini-guide et un guide de textes juridiques de base compilés ont été réalisés par le KMF/CNOE et amendés par PAGE.

D'autres documents juridiques ont été exploités comme complément d'information dans le but de mieux clarifier les textes. Parallèlement, des ateliers ont été réalisés avec la participation de PAGE, MEF, ONE, etc. afin de se mettre d'accord sur les contenus et la forme du guide et du mini-guide. Enfin, des rencontres ont eu lieu auprès des Ministères de tutelle et des autres organismes environnementaux impliqués dans le domaine de la forêt.

De nombreux problèmes ont été rencontrés par le KMF/CNOE lors de la traduction en malgache des 3 textes juridiques. D'abord, il n'a pas été facile de trouver les autres textes en complément d'information à traduire. Ensuite, il n'a pas été évident de mettre les textes en malgache simple et compréhensible par le public, étant donné le caractère technique des textes utilisés. Enfin, la traduction technique officielle du texte sur la MECIE n'a pas encore été faite. Cela a été également dû aux difficultés de trouver des mots simples et appropriés pour les termes techniques.

La compilation des textes juridiques relatifs à l'environnement et à sa protection a également rencontré des difficultés.

Un autre problème est apparu à travers la mise en forme et le choix des termes malgaches utilisés dans le mini-guide et le guide des textes compilés, le souci étant de produire des documents fiables et accessibles par tous.

Enfin, la consultation des institutions spécialisées dans le domaine forestier et environnemental était parfois difficile parce que les représentants des ministères de tutelle n'étaient pas parfois disponibles. Face à cette situation, certaines consultations ont été retardées, d'autres ont été faites sans la présence de ces représentants.

## 2) *Élaboration de la maquette des supports pédagogiques*

Durant 1 mois (mai 2001), l'équipe du KMF/CNOE avait prévu de concevoir la maquette de chaque support pédagogique de formation. Ces maquettes seront présentées de manière standard et uniforme pour une meilleure accessibilité auprès des paysans.

Durant 30 jours (avril 2001), l'équipe du KMF/CNOE avait prévu d'élaborer la matrice. Cette matrice est décrite comme une sorte de « guide » montrant aux ONG la démarche à suivre dans l'utilisation des supports pédagogiques.

En ce qui concerne les résultats, la matrice a été élaborée à partir des remarques de tous les participants aux séances de formation.

## 3) *Confection des affiches et autres supports de sensibilisation*

Plusieurs supports de communication ont été envisagés :

- A mi-parcours du projet (mi-juin 2001), un numéro spécial de *Miara Mahita* (publication bi mensuelle du KMF/CNOE) consacré au thème de la protection forestière.
- Des sketches qui seront diffusés à la radio nationale 6 fois pendant le projet.
- Des affiches qui seront conçues par la cellule de communication du KMF/CNOE.

Comme résultats :

- Chaque site a son propre guide basé sur des thèmes différents.
- Un dépliant a été réalisé, ayant pour objectif de transmettre des messages qui vont interpeller les destinataires. Le thème central tourne autour de la comptabilisation de l'investissement et de l'environnement.
- Des émissions radio ont été programmées en dialectes locaux sur les 3 sites.
- Des bandes dessinées ont été produites sur le thème : « gestion et conservation de la forêt dans le contexte de développement économique »..
- Chaque site possède ses propres affiches dont le nombre et les thèmes différent selon les sites.
- Production de sketches de 15 minutes en dialectes locaux diffusés à la radio.

Plusieurs problèmes sont survenus durant la réalisation des outils de communication. Ces problèmes ont été :

- La lenteur dans la réalisation du guide : cette situation était due au changement de cible, initialement conçu pour les agents des subventionnaires uniquement, il a par la suite aussi ciblé tous les acteurs dans les domaines de la forêt. Le temps perdu lors des différentes lectures et aux changements fréquents de consignes parfois contradictoires.
- Les ONG subventionnaires à Fort-Dauphin n'étaient pas en mesure de produire les outils de communication en raison d'un retard dans le déblocage des fonds.
- Le coût de l'impression a connu une hausse relative, car cette période a coïncidé avec celle des propagandes électorales.

#### *4) Élaboration de curriculum de formation*

Il a été prévu que pendant 10 jours, un curriculum de formation contenant les outils-types de sensibilisation soit élaboré par des techniciens du KMF/CNOE en vue de préparer la formation à dispenser aux animateurs des ONG.

En ce qui concerne les résultats, 10 animateurs ont été invités à participer dans chaque lieu de formation.

#### *5) Élaboration des fiches de suivi et d'évaluation*

Comme il avait été prévu, des fiches de suivi et d'évaluation ont été conçues par les responsables du KMF/CNOE. Ces fiches serviront à vérifier, mesurer, et contrôler la pertinence de la formation. Elles permettront également d'évaluer, d'une part, l'efficacité des supports d'animation et de sensibilisation utilisés, et d'autre part, leur impact sur le comportement des paysans face à leur milieu naturel.

Ces fiches d'évaluation ont été élaborées puis diffusées auprès des animateurs de Fianarantsoa, Fort-Dauphin et Toamasina, après leur avoir expliqué auparavant leur contenu, leur importance et leur utilisation.

#### *6) Renforcement de la capacité des ONG*

Il était prévu que les formateurs du KMF/CNOE forment 9 animateurs issus des ONG qui seront répartis dans les 3 zones d'intervention du projet. Il a été également prévu de renforcer la capacité des animateurs dans le domaine de l'élaboration, l'exploitation et la gestion des outils de communication.

En ce qui concerne les résultats, des formations ont eu lieu dans les 3 zones prévues : Fianarantsoa, Toamasina, Fort-Dauphin.

Quelques problèmes ont été rencontrés lors de la réalisation de ces formations. Dans les 3 sites de formation, le module « Ingénierie de formation » n'a pas pu être traité faute de temps, étant donné que la priorité a été donnée aux modules-clés. De plus, d'une manière générale, la durée de la formation a été jugée insuffisante.

#### *5) Suivi et évaluation*

##### *a) Suivi*

Tous les 15 jours au plus (de juillet en décembre 2001), les animateurs des ONG devaient envoyer au KMF/CNOE un rapport périodique. Dans ces rapports, les animateurs devaient :

- Exposer les problèmes rencontrés durant l'application des supports pédagogique.
- Mentionner la réaction des paysans par rapport à la stratégie de communication adoptée.
- Montrer de quelle façon les animateurs ont réagit face aux différentes situations.

Ces rapports de suivi devaient permettre au KMF/CNOE de réagir en fonction des cas soulevés en apportant des conseils, des réorientations ou des réajustements.

En ce qui concerne les résultats, les fiches de suivi envoyées n'ont pas été utilisées par les subventionnaires. Par conséquent, l'insuffisance des informations n'a ni permis aux formateurs du KMF/CNOE de se tenir au courant de l'état d'avancement des travaux réalisés

sur chaque site, ni de suivre les difficultés de ces subventionnaires dans l'usage des outils de communication qu'ils ont élaborés. En outre, le KMF/CNOE a eu parfois du mal à entrer en contact avec certains subventionnaires (ex : ASOS Fort-Dauphin).

#### b) Évaluation

Il a été prévu de réaliser une évaluation à mi-parcours au mois de juillet 2001 (c'est à dire 4 mois après le démarrage du projet). A partir des résultats de cette évaluation, un réajustement éventuel de la démarche et/ou l'utilisation des supports pédagogiques sera effectué.

Par ailleurs, il était également prévu d'effectuer une évaluation finale au terme du projet (décembre 2001). Cette évaluation servira à mesurer le changement comportemental provoqué par les animations et sensibilisations chez les paysans en matière de pratique (technique agricole) et d'attitudes (face à l'exploitation des forêts et vis-à-vis du milieu naturel).

Au niveau des résultats, l'évaluation à mi-parcours envisagée au le mois de juillet n'a pas pu avoir lieu en raison du retard enregistré dans la réalisation des outils de sensibilisation. Des pré-tests ont été néanmoins réalisés pour remplacer cette évaluation à mi-parcours. Ces pré-testing ont été réalisés simultanément avec la participation de diverses associations et organismes sur les 3 sites et ont porté sur :

- Les outils de communication conçus par KMF/CNOE (Guide des animateurs, affiches, Sketches, Bandes dessinées, émissions radio), résultats de la synthèse des propositions des 3 sites de formation.
- Les outils de communication que les subventionnaires ont conçus avec les formateurs de CNOE.

#### **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

Le KMF/CNOE s'est impliqué dans la mise en œuvre de ce projet, à travers les compétences du KMF/CNOE en matière de communication, de sensibilisation, de gestion de formation et un apport financier.

#### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre l'appui de PAGE, le projet a bénéficié également de l'appui de différents partenaires. Les partenaires qui sont intervenus dans ce projet sont les suivants : ANGAP (Association Nationale de Gestion des Aires protégées) ; WWF ; ONE ; ANAE ; Projet POLFOR (Politique Forestière) ; CEL (Centre Écologique Libanona) ; DELC (Développement Environnemental Center) ; Association IDEE (Identité Économique et Environnementale) ; Miray pour le Développement ; MICET Fianarantsoa (Organisation opérant dans le domaine de l'environnement), Direction régionale des Eaux et Forêt (Service de la Gestion Durable des Ressources Forestières et Division Ressources forestières), Ministère des Eaux et Forêts ; Ministère de l'Environnement ; CIREF (Circonscription Forestière) ; ONG BALISAMA ; ONG ALA MAITSO, ONG Azafady ; ONG KIOMBA ; GALT ; ARA – CARE ; Radio JOSVAH ; Projet Radio/ALT ; Association féminine 8 MARS ; Association des jeunes chômeurs.

#### **F Participation des bénéficiaires du projet**

La participation des subventionnaires de PAGE, qui ont été les bénéficiaires du projet de KMF/CNOE, est apparue sous plusieurs formes :

- participation durant les séances de formation délivrées par le KMF/CNOE ;

- acquisition et/ou renforcement des connaissances à l'issue de la formation ;
- mise en application de leurs outils de communication, car la maîtrise et l'exploitation de ces supports ont été abordés également lors de cette formation ;
- information sur les réalités de leurs zones d'intervention, à travers l'élaboration de la matrice ;
- lors de l'élaboration du magazine, les ONG subventionnaires de PAGE ont envoyé des articles ou des présentations. Lors de l'élaboration des bandes dessinées, celles-ci ont précisé les besoins de leur zone d'intervention respective.

### **G Pérennisation des actions du projet**

Le contenu d'une formation de ce type doit être systématiquement réactualisé en fonction de l'objectif général du programme (ex : l'objectif du programme PE II n'est pas identique à celui du PE III, le contenu de la formation doit être donc réajusté en fonction de ce nouvel objectif). Cette réactualisation est également valable pour les outils de communication. Le KMF/CNOE estime qu'il est possible que la forme et/ou le message de certains outils aient à subir des modifications dans les années à venir pour que ceux-ci deviennent plus performants.

### **H Exécution financière**

**Montant total de la subvention : 95 942 500 FMG**

**Montant de la subvention utilisée : 95 942 500 FMG**

### **Conclusion**

Même si le KMF/CNOE n'a pas encore remis un document final concernant le projet, cette pré-évaluation a fait apparaître que le projet « renforcement des capacités des subventionnaires de PAGE », a eu un impact très positif. D'abord, il a permis aux organismes d'acquérir ou de renforcer des connaissances détaillées concernant des textes juridiques sur l'environnement (MECIE, GCF). Ensuite, ces subventionnaires ont appris ou renforcé leur connaissance en matière de technique de communication. Tous ces acquis ont permis aux subventionnaires de PAGE qui ont élaboré des outils de communication de renforcer leur efficacité et leur efficacité.

Toutefois, quelques problèmes sont survenus durant l'exécution du projet. D'abord, le niveau d'exécution des projets de chaque subventionnaire n'était pas le même au moment où le KMF/CNOE a délivré la formation. Ensuite, il a été constaté que certains représentants des Ministères n'étaient pas suffisamment motivés pour participer aux séances de validation des outils de communication. Parmi les raisons qui ont été évoquées, ces représentants ont espéré être indemnisés dans leur participation à ces séances de validation, ce qui n'a pas été le cas. En outre, ces séances de validation coïncidaient avec les événements politiques post-électorales de décembre 2001, d'où une certaine difficulté à joindre des responsables précis auprès de chaque Ministère.

**VIII PROJET : « SENSIBILISATION AU CONTEXTE D'INTERVENTION ENVIRONNEMENTAL DES POPULATIONS DU CORRIDOR RANOMAFANA - ANDRINGITRA » / FFF MALAGASY MAHOMBY**

**A Généralités**

• **Organisme titulaire**

FFF Malagasy Mahomby ou « Fifampiofanana Fanabeazana Fikolokolona ho Malagasy Mahomby »

• **Siège :**

Lot 167 B/3603 Antandanolô, Fianarantsoa 301.ou BP 1385 - Tél. 75 502 60 - Fax. 22 359 05 - e-mail : malmah@dts.mg

• **Population cible :**

Habitants des communes avoisinantes du corridor Ranomafana - Andringitra.

• **Localisation du projet :**

Le projet concerne les populations habitant autour de la zone Ranomafana - Andringitra, dans la province de Fianarantsoa. Plus précisément, les zones d'action sont concentrées sur les Fivondronana suivants : Tolongoina , Manampatrana, Ikongo, Alatsinainy Lalamarina.

• **But ou objectif général du projet :**

Développer la capacité de la population habitant autour du corridor Ranomafana-Andringitra à mettre en œuvre leurs décisions dans la gestion durable de l'environnement, en tenant compte des possibilités offertes par l'environnement socio-économique et juridique.

• **Objectifs spécifiques :**

- avant la fin du projet : Mettre en place et rendre fonctionnels au moins 4 groupes d'éveil par commune, pour l'application de la politique forestière et le respect des procédures de la mise en place de la GELOSE (Gestion Locale Sécurisée) ;
- avant la phase finale du projet : Elaborer et produire des supports de communication visuels (4 brochures et 4 affiches) qui seront axés sur des contenus de la politique forestière et des modalités de la GELOSE.

**B Chronologie de l'exécution du projet**

**Démarrage du projet initialement prévu :** mars 2001.

**Début effectif :** Avril 2001.

**Clôture initialement prévue :** décembre 2001.

**Clôture effective :** décembre 2001.

**Durée initialement prévue :** 10 mois (mars à décembre 2001).

**Durée effective :** 9 mois (avril à décembre 2001).

**C Résultats par activités**

1) *Mise en place des groupes d'éveil*

Il a été prévu de mettre en place des groupes d'éveil dans chaque commune concertée.

En terme de résultats :

- des séances d'information et de sensibilisation ont eu lieu pour identifier les personnes-clés pouvant constituer les groupes. Il a été constaté durant ces séances une forte motivation pour le bénévolat. Ces volontaires sont issus de différentes catégories sociales : instituteurs, opérateurs économiques, commerçants, paysans, etc.
- 17 groupements ont été constitués dans 4 localités. Chacun de ces groupements a un statut formalisé en ce qui concerne la commune.
- Après leur constitution, les groupes ont été ensuite initiés aux différents concepts tels que la gestion forestière, la gestion associative, l'organisation paysanne, la gestion de conflit, les techniques de communication, les techniques modernes d'intensification agricole (aménagement des « *tanety* », compostage, culture maraîchère, etc.).

Les problèmes rencontrés concernant la mise en place des groupes d'éveil sont les suivants :

- L'effectif des membres de certains groupes a été insuffisant étant donné que des groupements montés par d'autres organismes de développement existent déjà sur les lieux ;
- Le fort taux d'analphabétisme de la population a pesé sur le niveau d'assimilation des groupes ;
- Durant la formation des groupes, Malagasy Mahomby a constaté des lacunes au niveau de l'apprentissage de la responsabilisation. Comme conséquence, le rôle de chaque membre du groupe n'a pas toujours été clair ;
- Des mésententes d'ordre politique ou privé ont été parfois notées entre les membres d'un seul des groupes ;
- Certains groupes n'étaient pas très dynamiques, ce constat a été basé sur leurs prises de décision qui n'étaient pas très concrètes. Toutefois, la crainte des autorités locales est encore omniprésente, ce qui freine également les prises de décision ;
- Difficulté pour certains membres de concilier leur travail agricole (considéré comme prioritaire) avec les réunions du groupe ;
- Des événements familiaux (décès, exhumations, etc.) ont parfois entraîné le report des réunions.

## 2) *Élaboration de support de communication*

Il avait été prévu que la conception et l'élaboration des outils soient réalisées avec l'aide des groupes mis en place lors de la première phase du projet.

L'application de ce programme a donc abouti aux actions suivantes :

- Constitution d'une équipe technique chargée de l'élaboration méthodologique et technique des supports de communication. Ses membres ont été choisis selon leur capacité et expérience en matière de gestion forestière et de transmission de savoir aux paysans ;
- Identification des thèmes : deux thèmes principaux ont été déterminés après une séance de travail de l'équipe technique : « Les conséquences d'une bonne et mauvaise gestion forestière » et « Les modes d'appropriation des biens fonciers » ;
- Élaboration des supports bruts : plusieurs croquis de maquettes ont été réalisés par les dessinateurs. Ceux-ci ont été ensuite retenus par l'équipe technique ;
- Pré-test des supports : les supports de communication ont été pré-testés auprès du groupe MIRAIHINA. Il leur a été expliqué la nécessité de ces supports en tant que consolidation de l'intégration de la population locale dans la gestion des ressources

naturelles. Les dessins ont été évalués puis modifiés suivant les différents commentaires recueillis sur les lieux ;

- Finalisation des supports : ils ont été validés suite aux différentes remarques émanant de plusieurs entités : MINEF, ONE, KMF/CNOE, PAGE, POLFOR/GTZ, ASOS, AGED, MITIA ;
- Impression des supports ;
- Répartition et diffusion des supports : une liste des bénéficiaires des supports a été établie (les groupes constitués, LDI, PACT, DIREF, KMF/CNOE, PAG, Malagasy Mahomby). Une démarche préalable a été menée auprès des communes pour expliquer les thèmes et les textes contenus dans les dessins.

Cette phase d'élaboration des outils de communications malgré sa performance a connu les problèmes suivants :

- Difficultés financières lors de la finalisation des outils de communication parce que les coûts de leur duplication ont été au départ sous-évalués. Ce qui a contraint à une réduction du nombre d'affiches et de brochures ;
- La validation des supports de communication par les différentes entités concernées a connu du retard. Par conséquent, les phases de reproduction et de diffusion de ces outils ont été légèrement reculées par rapport au calendrier prévisionnel ;
- FFF Malagasy Mahomby a connu quelques problèmes lors de l'élaboration des supports bruts, notamment dans le choix des dessins ;
- Problèmes lors de la diffusion des outils de communication dus à l'éloignement de chaque village et à l'éparpillement des membres des groupements ;
- Incompréhension des dialectes et insuffisance de capacité d'analyse lors des pré-testing réalisés auprès des populations bénéficiaires.

### 3) Suivi et évaluation des activités

Le suivi de la réalisation du projet a été prévu pour être confié à un Coordonnateur, et supervisé par un responsable de FFF Malagasy Mahomby.

Ce suivi porte sur :

- le déroulement opérationnel du programme et l'atteinte de différents indicateurs ;
- le rapport de réalisation des différents ateliers et formations ;
- l'élaboration par les animateurs de programme de travail mensuel ;
- la réalisation des programmes (rapport d'activités, analyse des rapports) ;
- évaluation à mi-parcours (après 6 mois d'exécution du projet) afin de recueillir les impressions des populations sur les impacts du projet.

Les groupes ont été régulièrement évalués sur leur connaissance, leur capacité à gérer des conflits, ainsi que leur performance à mener des négociations en vue de rechercher des partenaires pour leur production agricole.

## **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

L'ONG FFF Malagasy Mahomby s'est impliquée dans la mise en œuvre de ce projet, à travers différents apports :

- la mise à contribution de son appareil administratif et de communication pour l'administration courante du projet ;

- la mise à disposition d'équipements informatiques pour la rédaction des divers rapports et autres ;
- la mise à disposition d'un fonds documentaire pour l'ensemble du projet, grâce à une bibliothèque de l'association ;
- les ressources humaines qu'elle a déployées.

### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre l'appui de PAGE, le projet a bénéficié également de l'appui de différents partenaires. Les partenaires qui sont intervenus dans ce projet sont les suivants : KMF/CNOE ; DEF (Direction des Eaux et Forêts) ; Projet POLFOR/GTZ ; ONE (Office National pour l'Environnement) ; AGED/FIVOARANA ; ONG MITIA ; ASOS ; PACT ; LDI.

### **F Participation des bénéficiaires du projet**

La participation durant le projet des populations-bénéficiaires, parmi lesquelles les différentes communes concernées, a été très fortement perçue, notamment au cours de la formation. Cette participation s'est manifestée de plusieurs manières :

- hébergement de certains participants ;
- restauration ;
- fourniture d'un local de formation ;
- déplacements ;
- participation lors de la phase de pré-testing : cas du groupement d'Iladitra, commune de Tologoina. les personnes sont groupées en deux (8 femmes et 8 hommes).

### **G Pérennisation des actions du projet**

Même si le budget de la subvention de PAGE a été épuisé, des membres de l'équipe de Malagasy Mahomby sont encore actuellement sur terrain (des animateurs qui travaillent dans d'autres organismes et/ou projets oeuvrant dans ces localités). Ces animateurs diffusent les affiches après leur validation par PAGE.

Aujourd'hui, un nouveau projet vient d'être élaboré. Celui-ci est prévu pour une durée de 6 mois et ses objectifs de renforcer et accompagner les groupes d'éveil et d'élaborer une 4<sup>ème</sup> brochure.

Malagasy Mahomby cherche actuellement des partenaires, pour financer ce projet. A défaut de trouver les financements nécessaires, les animateurs de Malagasy Mahomby, qui sont éparpillés sur les différentes localités, peuvent néanmoins renforcer et accompagner, selon leurs possibilités, certains groupes d'éveil. Même si ces actions ne se déroulent pas dans le cadre institutionnel d'un projet, Malagasy Mahomby estime que ces animateurs pourront néanmoins assurer une continuité en terme de présence auprès de ces groupes.

### **H Exécution financière**

**Montant total de la subvention PAGE : 69 920 000 FMG**

**Montant utilisé : 69 920 000 FMG**

### **Conclusion**

Les différentes activités du projet ont atteint dans l'ensemble leur objectif. Néanmoins, quelques problèmes sont apparus pour affecter la dynamique du projet notamment en ce qui concerne la collaboration entre les différents acteurs de développement qui interviennent dans les localités du projet et qui a été insuffisante, ce qui a freiné son exécution.

Quant à l'impact des supports de communication, il n'est pas encore mesurable puisque les affiches viennent seulement d'être diffusées. De toute façon, Malagasy Mahomby affirme n'avoir pas encore mis en place des indicateurs précis pour mesurer l'impact de ces affiches. Par rapport au premier objectif, Malagasy Mahomby a constaté que la constitution des groupes d'éveil a été surtout motivée par le souhait de ses membres de participer à des actions socio-économiques. Par conséquent, il faudra encore du temps pour les inciter à s'investir dans des actions d'ordre environnemental car un travail de sensibilisation et de changement de comportement exige un travail de longue haleine ; d'autant plus que le projet doit cibler une population plus large en impliquant les autres habitants ne faisant pas partie des membres des groupes, pour que les notions de gestion de l'environnement et de transfert de ressources naturelles soient davantage répandues.

Pour ces différentes raisons, Malagasy Mahomby estime que le projet aurait dû porter sur une durée de plus de 9 mois. Il souhaite donc le poursuivre avec l'appui financier d'un bailleur tel que PAGE.

**IX PROJET : « MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE GESTION ET SUIVI COMMUNAUTAIRE DE LA FORÊT ET DU TERROIR DE FIRARIANA (FENERIVE-EST) » / MATEZA**

**A Généralités**

• **Organisme titulaire**

MATEZA (Malagasy teknisiana mivondrona ho Aro sy Tezan'i Zahamena sy ny Ala atsinanana) ;

• **Siège**

Sahavola BP 38, Fénérive-Est 509 Toamasina, e-mail : zahamena@dts.mg

• **Population cible**

Communauté de la zone périphérique de la forêt de Firariana

• **Localisation du projet**

Zone périphérique de la forêt classée de Firariana dans le corridor Zahamena-Mantadia, notamment dans les village d'Ambonihoraka, Antohindava, Ambodimanga, lohan'i Nangy et Ambodivoangy.

• **But ou objectif général du projet**

Gestion de la zone de protection du parc avec la communauté.

• **Objectifs spécifiques**

- renforcer la capacité technique des villageois en matière de gestion et de suivi des formations forestières ;
- mettre en place une organisation villageoise chargée de gérer les forêts ;
- équiper la communauté villageoise de matériels de suivi de l'évolution des paramètres climatiques et forestiers.

**B Chronologie de l'exécution du projet**

**Date de démarrage prévue :** Juin 2001

**Début effectif :** Août 2001

**Date de clôture prévue :** janvier 2002  
2002

**Date de clôture effective :** Mars

**Durée prévue :** 8 mois

**Durée effective :** 8 mois

La date de démarrage du projet a été maintenue par MATEZA même si les fonds octroyés par PAGE ne leur sont pas encore parvenus. Cependant ce retard a obligé à décaler la réalisation de certaines activités de quelques semaines à quelques mois. à cause du retard du déblocage des fonds de la part de PAGE.

**C Résultats par activités**

- 1) *Encadrement technique et animation des villageois en matière de gestion locale des forêts*

Il a été prévu un encadrement technique et une animation villageoise en matière de gestion locale de des forêts. De façon plus précise, les prévisions portaient sur la mise en place des organisations villageoises tels que le VNA (*Vaomieran'ny ala*) ou CSF (Comité de suivi forestier).

En ce qui concerne les résultats, au cours d'une réunion qui a réuni 60 personnes, un comité villageois composé de 7 membres chargé de la gestion des forêts a été constitué. Ce comité appelé KASTI (*komitin'ny ala sy ny tontolo iainana*) ou Comité villageois de forêt et de la gestion de l'environnement a été crée depuis fin avril 2001.

2) *Renforcement de la capacité des organisations villageoises en matière de suivi et gestion des ressources naturelles*

Il a été prévu de former les VNA en matière de :

- méthodologie de collecte de données ;
- utilisation des outils de collecte de données ;
- interprétation locale des données collectées ;
- utilisation des résultats en tant qu'outils stratégiques à l'amélioration de la gestion et de la conservation de la forêt.

Au niveau des résultats, une première étape de formation sur le suivi des paramètres écologique au mois de novembre 2001 a été réalisée. Cette formation était sous la responsabilité de trois techniciens : un agent de conservation de Zahamena et deux anciens vulgarisateurs agricoles de la même localité.

La réalisation des ces formations a rencontré deux principales difficultés. D'une part, l'analphabétisme qui revêt une ampleur non négligeable dans les localités du projet a limité les actions. D'autre part, les us et coutumes de la région, notamment la pratique du « tavy », ont constitué un frein à l'adoption du projet par la population bénéficiaire.

3) *Équipement des organisations villageoises en outils de suivi et d'interprétation*

Il était prévu de mettre à la disposition des villageois de matériels tels que : pluviomètre tropical, thermomètre mini-maxi, *flip-chart*, fournitures usuelles (cahier, stylo, markers,...), mire graduée, décimètre, carte du terroir ou forestier (1/50 000), outils de communication. Ensuite, il était également prévu de faire une mise au point sur le stockage et l'interprétation des données.

Au niveau des résultats, plusieurs matériels ont été acquis : un thermomètre maxi-mini, un pluviomètre tropical, un modem Data fax modem externe « 3 Com », « Us Robotics » livré avec une fiche mâle téléphonique, un CD driver, un manuel, une disquette driver et un câble modem.

4) *Collecte de données sur l'évolution écologique des forêts*

Il était prévu d'effectuer :

- un suivi des paramètres écologiques principaux : pluviométrie, température, qualité de l'eau en forêt et hors forêts ;
- une assistance du comité local de suivi dans la collecte de données ;
- une vérification de la qualité des mesures qui doivent refléter l'évolution des éléments écologiques dans la région ainsi que les paramètres indicatifs des impacts de la dégradation de l'environnement.

Au niveau des résultats, des paramètres écologiques ont été réalisés en 2 phases : la première phase a été effectuée au niveau des villages de Firariana, avec la participation des techniciens de Zahamena et de PAGE. Cette première phase a fait ressortir 9 paramètres de dégradation. La deuxième phase, avec la participation des membres du comité villageois

KASTI, a permis de classer ces paramètres par ordre d'importance sur la dégradation de la forêt et suivant la faisabilité du suivi par les paysans.

De nouveaux paramètres sur l'utilisation habituelle de la forêt ont été également déterminés. Ces paramètres sont groupés en trois catégories : les besoins en artisanat, les besoins en alimentations diverses (produits de cueillette et de chasse) et les besoins pour la construction des habitations.

#### 5) *Suivi-évaluation des activités*

Pour le volet suivi et évaluation des activités, il a été prévu de :

- effectuer un suivi permanent par les agents de terrain des activités du CLS et l'élaboration de rapport mensuel sur l'évolution des activités avec la communauté ;
- réorienter la politique de formation des villageois en cas de besoin ;
- réaliser un suivi périodique par les membres du bureau central sur la capacité des équipes de terrain en matière de transfert de compétence, encadrement et de réalisation des activités sur terrain.

Les agents de MATEZA ont réalisé le suivi sur terrain des actions pour s'assurer de la bonne marche des celles-ci.

#### **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

L'ONG a fournit les moyens humains ainsi que les dépenses de fonctionnement.

#### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre PAGE, deux principaux partenaires ont participé au projet, qui sont le Parc National de Zahamena et la CI (Conservation International)

#### **F Participation des bénéficiaires du projet**

Les bénéficiaires du projet ont aidé à sa réalisation, en assistant aux réunions organisées pour la collecte des informations nécessaires à la bonne marche du projet et pour l'explication le concernant à la communauté.

La communauté a également apporté son concours par l'intermédiaire du KASTI qui est un comité de villageois. Ces membres du comité sont chargés de la collecte de données, base du projet, en collaboration avec les techniciens.

#### **G Pérennisation des actions du projet**

Arrivée au terme du projet, l'association MATEZA prévoit de poursuivre les actions qu'elle juge prioritaires. Le financement est assuré par d'autres bailleurs travaillant dans la zone.

#### **H Exécution financière**

**Montant de la subvention accordée : 26 150 000 FMG**

**Montant de la subvention utilisée : 24 150 000 FMG**

**Reste non utilisé : 2 000 000 FMG**

Les dépenses réelles ont été inférieures aux dépenses prévues, ceci est dû à l'annulation de certaines activités faute de temps. Ainsi, une partie du budget prévu, la deuxième tranche, n'a pas été débloqué par PAGE.

### **Conclusion**

Cette pré-évaluation a fait apparaître que les différentes activités qui ont été prévues dans le cadre du projet ont été réalisées. Les responsables de MATEZA estiment que les objectifs ont été atteints, surtout par l'installation des structures prévues.

Cependant, les décalages au niveau du calendrier ont entraîné la restriction de certaines d'entre elles, en particulier la formation. En outre, des changements au niveau des responsables d'activités ont entraîné des problèmes organisationnels.

Par ailleurs, le retard des réunions programmées avec les paysans par rapport aux prévisions, a entraîné le retard de la rédaction du rapport. Le retard du déblocage des fonds à la banque a eu également des répercussions sur la réalisation de certaines activités.

Un changement du taux de *per diem* au cours de l'exercice a perturbé le budget de l'ONG.

La réalisation du travail a été difficile dans le contexte d'instabilité politique traversé par le pays.

La mise en œuvre d'un tel projet, demandant la participation de la communauté, doit être menée par petites étapes au rythme des bénéficiaires pour en assurer la réussite. Pour le projet concernant la mise en place d'un système de suivi communautaire de la forêt classée de Firariana-Zahamena, l'assistance permanente de la communauté par des techniciens est nécessaire même après la fin du projet.

**X PROJET : « PROJET DE SENSIBILISATION, FORMATION ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE POUR UNE ORGANISATION PROGRESSIVE ET DYNAMIQUE D'UN RÉFLEXE ENVIRONNEMENTAL DANS LE SITE DE FIERENENA MORAMANGA » / MEG**

**A Généralités**

**• Organisme titulaire**

MEG (Madagascar Ever Geen)

**• Siège :**

Espace Rarihasina Analakely, 101 Antananarivo, Tél. 22 201 54 ARO, 033 11 644 16

**• Population cible :**

Chefs de familles, chefs villageois « *Tangalamena* », administrateurs locaux, groupements et associations de paysans, des jeunes et des adultes.

**• Localisation du projet**

Le projet concerne la zone de Moramanga-Zahamena, en particulier les communes rurales d'Amboasary, de Fierenana et d'Andaingo.

**• But ou objectif général du projet**

Aider les populations rurales à participer activement à l'application des textes de loi environnementale et foncière.

**• Objectifs spécifiques**

Impliquer et associer à la démarche les hauts responsables ministériels directement touchés par le problème pour une pleine application des lois et textes réglementaires (loi MECIE et la gestion forestière).

- transmettre aux intéressés des connaissances concrètes sur les aspects légaux de la propriété foncière dans 3 ou 4 *fokontany* cibles dans l'une ou l'autre des 3 communes pilotes concernées. Pour cela, le projet se propose de sensibiliser et de former 180 chefs de familles, des chefs villageois (*Tangalamena*), des administrateurs locaux, les groupements et associations de paysans, 800 jeunes et adultes.
- créer une structure opérationnelle de gestion communautaire des forêts qui se chargera de l'octroi et du suivi de 2 ou 3 permis. Ainsi, deux comités locaux seront mis en place : le premier sera chargé de la transmission des connaissances en matière de texte de loi environnemental et foncier ; le second, appelé comité local de gestion environnemental sera appelé à mettre en œuvre la structure de gestion des ressources naturelles, en particulier les ressources forestières de la localité.

**B Chronologie de l'exécution du projet**

**Date de démarrage prévue :** Début avril 2001.  
2001.

**Date de début effectif :** Fin avril

**Date de clôture prévue :** Décembre 2001.

**Date de clôture effective :**  
Décembre 2001.

**Durée prévue :** 9 mois.

**Durée effective :** 8 mois et demi.

## C Résultats par activités

### 1) Recrutement de spécialistes

Il a été prévu de recruter plusieurs spécialistes ayant des compétences différentes : un juriste,

2 étudiants en droit, un consultant, plusieurs animateurs et formateurs locaux et un dessinateur de Bandes Dessinées.

Plusieurs recrutements ont été effectués : deux juristes chargés de simplifier les textes de loi diffusés auprès des communautés villageoises, une consultante pour assister l'action et former les formateurs, un dessinateur professionnel pour réaliser les affiches, deux formateurs et évaluateurs pour préparer et mettre en oeuvre les thèmes de formation et éducation environnementale sur le terrain. Par ailleurs, des animateurs locaux ont été sélectionnés pour poursuivre les activités de sensibilisation pendant l'absence des membres de l'ONG.

La réalisation de ces activités a rencontré un problème. Par surcroît de responsabilité, la consultante était parfois indisponible. Ainsi, elle a dû se faire relayer par une collègue puis par un haut technicien de l'administration forestière lors de la deuxième et de la troisième descente.

### 2) Prise de contact et mise à contribution de différentes entités

Cette prise de contact devait concerner d'une part, deux ministres, et d'autre part, des maires, des services techniques locaux, des groupements et associations ainsi que des chefs villageois (*tangalamena*).

Les résultats de cette prise de contact sont les suivants :

- 180 chefs de familles ;
- des prises de contacts ont été effectuées auprès des ministères de l'Environnement et des Eaux et Forêts, ainsi que du CIREF (Circonscription des Eaux et Forêts) de Moramanga ;
- des entrevues avec les maires, les présidents de *fokontany*, les autorités traditionnelles (*tangalamena*) et quelques conseillers communaux des localités concernées (mairie de Fierenana et d'Amboasary) ont été réalisés. Le but étant de leur faire connaître l'existence du projet et de solliciter leur collaboration ;
- les responsables d'une radio locale de Moramanga ont été également sollicités pour apporter leur contribution à l'action ;
- les techniciens de l'équipe MIRAY ont accordé leur soutien à la réalisation du projet ;
- une rencontre avec des villageois de la commune a été réalisée. Ces derniers ont exprimé leur vif intérêt pour la réalisation du projet et la concrétisation du processus d'application de la législation forestière pour un réel et dynamique transfert de gestion des ressources forestières à des associations de base dans la commune rurale. La population a évoqué sa volonté de collaborer et son besoin d'assistance technique, matérielle et financière pour surmonter la domination d'un exploitant forestier privé.

La prise de contact effectuée auprès des ministres a été difficile. Les deux ministres prévus pour être contactés n'ont pu finalement être joints. Seul le chef de cellule communication du ministère des Eaux et Forêts a pris l'action du projet en main.

### 3) Battage médiatique

Plusieurs activités médiatiques ont été prévues : tournage des reportages vidéo et prise de photos sur la région, interviews de la communauté locale, diffusion sur tous les médias

conventionnels (radio, télévision nationale et régionale, presse écrite) les événements qui se passent dans la région, réalisation des séances de projection vidéo de la vie quotidienne de la population villageoise dans les différents *fokontany* concernés par le projet et diffusion des résultats et médiatisation par le biais des radios et télévisions nationales et régionales.

Les résultats obtenus sont :

- des reportages vidéos et photographiques sur la région ont été réalisés lors des descentes ;
- des interviews avec des responsables locaux et de simples villageois ont eu lieu dans les divers *fokontany* ;
- ces reportages ont donné lieu à une médiatisation au niveau national dans le journal parlé de midi et celui de 19 h par la RNM (Radio Nationale Malgache). Ces diffusions ont été suivies avec attention par la population ;
- des articles sur la région et les actions qui y ont été menées sont parues dans la presse, notamment dans *Lakroa*, *Akon'ny Aro* et *L'Express de Madagascar*. Ces articles ont renforcé la motivation des villageois sur l'action ;
- plusieurs séances de projection de films tournés dans les villages ont été effectuées avec un énorme succès contribuant à l'intégration de l'équipe de l'ONG et à l'aboutissement de l'action de sensibilisation : les villageois se sont présentés massivement lors des projections et ne manquaient pas de faire des commentaires.

#### 4) *Préparation des matériels didactiques et des outils de communication*

Dans cette action, il a été prévu, d'une part, de préparer et simplifier des textes de loi, et d'autre part, de préparer des planches pour l'affiche.

Concernant les résultats, la simplification des textes de loi a été faite de telle sorte que le travail a été coordonné avec celui du CNOE (Comité Nationale d'Observation des Élections). Le mini-atelier organisé par PAGE, et auquel les deux juristes ont assisté, a permis des échanges fructueux avec d'autres ONG dans la réalisation du travail. Ensuite, une descente sur terrain du dessinateur lui a permis de réaliser une planche de bandes dessinées, laquelle a été approuvée après les pré-tests effectués par les services habilités tel que le CNOE et le service Information et Communication du ministère des Eaux et Forêts. Enfin, la réparation des thèmes de formation et contribution à la finalisation des outils de communication par les formateurs-évaluateurs.

Comme problème rencontré, il a été signalé le fait que la finalisation des outils de communication a été difficile et a nécessité la contribution du responsable de la communication de PAGE.

#### 5) *Formations et tournées villageoises*

Durant cette action, il a été prévu de former des formateurs ainsi que 180 chefs de familles. Il était également prévu d'organiser des réunions-débats avec les villageois et des tournées de rencontre et de sensibilisation auprès des villageois en matière d'environnement. Enfin, il était prévu de réaliser une campagne d'affichage des affichettes Bandes Dessinées et des textes de loi, de distribuer des prospectus et d'organiser des représentations culturelles.

Les résultats obtenus sont les suivants :

- une formation a été conduite pour les formateurs de l'ONG par la consultante ;
- des réunions ont eu lieu qui regroupaient les autorités des *fokontany* et le conseil des sages (*Tangalamena*) ;
- 12 réunions de formation-éducation ont été organisées par deux formateurs-évaluateurs en petits groupes avec les villageois. Le thème a été axé sur l'environnement et la nouvelle loi forestière très simplifiée ;

- 5 grandes tournées villageoises ont été réalisées sur les thèmes du vécu quotidien, de l'éducation environnementale et de la législation forestière. Plusieurs hameaux et villages ont été concernés par ces tournées : Amparihivola, Mankary, Ambohitranjanaka, Amboanjo, Fierenana, Andilankakana et Sahomamanana ;
- la campagne d'affichage des affichettes BD et la distribution de brochures et plaquettes mémoires ont été réalisées au cours et après les formations à travers les *fokontany* ;
- 4 concours sous formes de jeux questions-réponses ont été organisés pour évaluer l'impact des formations et le niveau de connaissance acquise par les participants, en particulier les communautés villageoises ;
- une représentation folklorique mettant en scène des enfants et des jeunes a été produite,
- un « clip vidéo » a été tourné par un groupe local ;
- au cours des tournées villageoises, des journaux ont été distribués. Ces journaux relataient les événements et les faits existants dans les villages ;
- près de 700 chefs de familles et plus de 1 200 personnes jeunes et adultes ont été sensibilisés.

Il est à noter que des actions non liées directement au but du projet ont été menées. Ces actions ont constitué des stratégies pour mieux attirer l'attention des villageois. Ainsi, les réunions avec les femmes ont été précédées de formation sur la coupe et couture ou sur le planning familial. En outre, les jeunes ont reçu un ballon de la part de l'ONG.

Au cours de la réalisation de ces activités, plusieurs problèmes sont apparus :

- la difficulté pour accéder aux sites du fait de l'état défectueux des routes, si bien que certaines parties de la commune n'ont pas été sensibilisées ;
- la discontinuité des descentes sur terrain, à cause des événements politiques (propagande, élection, grève,...) d'où des difficultés à honorer l'organisation déjà pré-établie avec la population, or l'élaboration de nouvelles programmations avec la population demande beaucoup de temps ;
- malgré les rendez-vous pris avec les villageois, ces derniers sont parfois occupés par d'autres activités lors des visites de l'équipe de sensibilisation. Les travaux culturels en sont les raisons les plus fréquentes ;
- l'existence de jours « *fady* » ou interdits (chômés pour cause de tabou) limite les marges de manœuvre des sensibilisateurs ;
- la suspicion d'une partie de la population pensant qu'un projet constitue un moyen de gagner de l'argent pour les ONG.

#### 6) Cérémonies rituelles et dons

A titre de don et par respect des cérémonies rituelles locales, il a été prévu le sacrifice de zébus au début et à la fin du projet

En ce qui concerne les résultats, deux zébus ont été sacrifiés lors de la deuxième descente sur terrain de l'équipe de l'ONG avant et au terme du projet. Par ailleurs, un ballon de foot a été distribué aux jeunes des *fokontany* où se sont déroulées les campagnes de sensibilisation. Enfin, plusieurs dotations ont été offerts lors des jeux-concours (questions réponses).

Les cérémonies rituelles et dons ont contribué massivement à l'intégration de l'équipe de l'ONG au sein de la communauté. De plus à travers des jeux-concours les villageois se sont familiarisés avec la notion d'environnement et surtout avec celle de droits et obligations en matière de lois environnementales.

#### 7) Simulations puis conduite pratique d'actions concrètes

Au cours de cette activité, il a été prévu plusieurs simulations : des procédures légales mais simplifiées de l'octroi et suivi des permis, celle de la création de GELOSE, celle des procédures d'acquisition de terrains domaniaux et enfin celle d'une manifestation de rue et lobbying contre leur désunion, au cours d'une représentation culturelle et artistique. Un suivi réel d'une procédure légale locale pour l'octroi et le suivi de 1 ou 2 permis a été également prévu.

Une simulation de manifestation a été organisée dans un village (celui d'Amparihivola) durant laquelle une grande « démonstration de force » du *fokonolona* a été notée.

#### 8) *Mise en place des comités*

Durant cette activité, il a été prévu, d'une part, de mettre en place puis mettre en fonction un comité local de sensibilisation à la loi environnementale et foncière. D'autre part, un comité de gestion environnementale sera également créé, qui sera une structure de gestion de l'octroi et du suivi des permis.

Les résultats obtenus sont les suivants :

- un « clip vidéo » a été tourné par un groupe local ;
- deux comités ont été mis place au cours d'une réunion organisée à Amparihivola, l'une pour l'éducation environnementale permanente et l'autre pour assurer le transfert de gestion des ressources forestières ;
- une association de 27 membres appelée « Tsitandrara » a été constituée à Amparihivola. Cette association a pour but de protéger l'environnement et surtout de faire les démarches nécessaires pour arriver à une Gestion Contractualisée Forestière ou GCF ;
- les animateurs locaux ont été rassemblés et les meilleurs vont assurer un travail d'animation continu ;
- l'organisation pratiques des chefs de files des deux comités a été mis en place durant l'absence de l'ONG.

Le projet a eu à faire face à un problème particulier. Le « phénomène rubis » dans la région a entraîné la démission de nombreux animateurs et membres de comité au profit de cette nouvelle activité. Par conséquent, de nouveaux recrutements ont dû être effectué. Parallèlement, il a été noté une baisse d'intérêt de la communauté, surtout des jeunes, pour l'éducation environnementale, par rapport à la fièvre du rubis.

#### 9) *Convention collective ou transfert de gestion des ressources forestières*

Il a été prévu la validation d'une convention collective quadripartite liant les parties prenantes : à savoir la collectivité/administration, les opérateurs économiques, les exploitants forestiers et les ONG ou organismes de développement.

Une rencontre a eu lieu avec le chef CIREF (Circonscription des Eaux et Forêts) pour définir la manière la plus efficace de coopérer pour la réussite du transfert de gestion des ressources renouvelables, et notamment forestières, aux associations des communautés de base. Par ailleurs, un accord a été signé entre la CIREF et l'équipe MIRAY (regroupement de WWF, PACT et CI) de Moramanga, selon lequel ces deux entités sont responsables de la préparation du transfert de gestion des ressources forestières.

#### 10) *Suivi et évaluation*

Un suivi et une évaluation des capacités des 2 comités sont prévus et les résultats seront diffusés à toutes les parties prenantes

Comme réalisation, pendant le déroulement du projet, des concours ont été organisés à l'intention de la communauté pour tester leur assimilation des formations et des actions de sensibilisation. En outre, au terme du projet, les actions de suivi sur terrain par les agents de MEG ont continué.

#### **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

L'ONG subventionnaire a apporté des matériels et consommables en matières d'audiovisuel. Ensuite, elle a réalisé les tirages des photos et les montages des différents reportages.

#### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre PAGE, les différents partenaires qui sont intervenus durant le projet sont : le KMF/CNOE (Comité National pour l'Observation des Élections), l'AED-ACTION, la SECALINE, l'ONE (Office national pour l'Environnement), le WWF (World Wild Found), le MIRAY, le MEF (Ministère des Eaux et Forêts), le CIREF (Circonscription des Eaux et Forêts), le TVM (Télévision Malagasy), la RNM (Radio Nationale Malagasy) et Radio Quartz Moramanga, la Presse écrite (Lakroa, Midi, Tribune et Express de Madagascar), la Prison Fellowship International, le *Fokonolona*, les écoles, les églises.

#### **F Participation des bénéficiaires du projet**

Les bénéficiaires du projet ont octroyé des salles pour organiser les réunions. Ensuite, elles ont participé aux organisations diverses, telles que le transport des matériels à l'intérieur des villages, octroi d'informations sur le site. Enfin, des représentants des bénéficiaires ont accepté d'être des animateurs locaux.

#### **G Pérennisation des actions du projet**

A la fin du projet, les agents de MEG ont continué les descentes sur terrain afin de ne pas laisser les actions en suspend d'autant plus que le transfert de gestion proprement dit n'a pu être totalement accompli.

La poursuite de l'action d'organisation communautaire pour la gestion de la forêt est assurée par MIRAY et CIREF, deux institutions travaillant dans la zone en matière environnementale. Ces deux institutions vont assurer l'apport technique et financier nécessaire au transfert de gestion des ressources forestières dans le site de Fierenana. Des négociations sont également en cours avec ADRA et CCE pour assurer la poursuite des actions de sensibilisation.

#### **H Exécution financière**

**Montant total de la subvention accordée : 63 726 800 FMG**

**Montant de la subvention utilisée : 62 500 000 FMG**

**Reste non utilisé : 500 000 000 FMG**

#### **Conclusion**

Dans l'ensemble, les objectifs fixés par MEG ont été atteints. Des activités de sensibilisation ont été réalisées dans plusieurs *fokontany*. De plus, des comités chargés de retransmettre les connaissances en matière environnementale et d'organiser la gestion des ressources

forestières ont également été mis en place. Ces comités ont accompli les tâches qui leur étaient assignées durant tout le projet.

L'arrivée du projet dans la commune a sensibilisé la communauté locale sur l'importance des forêts. Celle-ci a notamment pris conscience que la destruction des forêts entraîne l'ensablement des rizières. Ainsi, un « *dina* » ou convention sur la coupe de forêts a été instaurée entre les membres de la communauté. Cependant, son application n'était pas encore certaine selon les agents du MEG. Dans la même optique, pour sauvegarder la couverture forestière, une campagne de reboisement a été demandée par la population.

L'existence du projet dans la commune a également entraîné quelques changements de comportement : l'exploitant forestier, qui auparavant ne se souciait pas trop des ristournes qu'il devait à la commune, a fait un geste en faveur de cette dernière par la restauration de la route qui traverse la commune.

Au niveau de la communauté, des changements de comportements ont également été notés en matière d'hygiène (amélioration de la propreté des maisons d'habitation, de l'hygiène des enfants, construction de WC, ...), même si cela n'entrait pas dans les objectifs du projet financé par PAGE. En effet, MEG a inclus parmi ses stratégies d'approche et d'intégration l'explication à la population cible que la notion d'environnement ne se limite pas aux forêts mais commence par leur environnement quotidien, c'est à dire les maisons d'habitation, les différentes places publiques ou privées, le corps, ...

Malgré ces résultats positifs, quelques problèmes sont survenus durant l'exécution du projet.

Premièrement, le « phénomène de rubis » qui a pris de l'ampleur dans la région a posé des problèmes dans l'exécution des activités de MEG. Les jeunes, étant les premiers à être attirés par ce phénomène, ont été difficiles à sensibiliser. Ainsi, les actions ont été orientées beaucoup plus vers la sensibilisation des femmes, ce qui n'excluait pourtant pas les actions de conscientisation des jeunes. En effet, comme la carrière devenait la première cause d'ensablement des rizières, les agents de MEG ont réussi à amener ces jeunes à assumer la responsabilité de leurs actes, en érigeant des digues et des diguettes pour préserver les rizières.

Deuxièmement, la mise en place d'une programmation stable des activités était difficile pour trois raisons : les événements politiques, l'existence de jour « *fady* » c'est à dire chômé car tabou et l'indisponibilité des villageois. Ces derniers étaient occupés à leurs travaux de subsistance.

Troisièmement, la finalisation des outils de communication a été difficile, notamment pour les tirages à faire (imprimerie).

Quatrièmement, l'ampleur de l'analphabétisme dans le site a été un obstacle pour la transmission des lois et textes forestiers. Ainsi, les gens concernés par cette situation ont été formés à partir des images et seuls les plans et étapes principales ont pu être développés.

Enfin, l'état défectueux des routes limitait l'étendue géographique de l'action.

Malgré cela, le fort degré d'implication de la population cible et les premiers signes encourageants d'impacts positifs des actions engagées suggèrent la continuité de ce projet de MEG.

**XI PROJET : « CONSOLIDATION DES ANALYSES DIAGNOSTICS EXISTANTES ET ELABORATION DE LA STRATEGIE PROVINCIALE POUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PROVINCE AUTONOME DE TOAMASINA » / ONE/AGERAS**

**A Généralités**

**• Organisme titulaire**

ONE/AGERAS/Toamasina (Office National de l'Environnement / Appui à la Gestion Régionalisée de l'Environnement et à l'Approche Spatiale)

**• Siège**

BP 822, Antananarivo 101.

**• Population cible**

Décideurs au niveau de la province autonome de Toamasina.

**• Localisation du projet**

Province Autonome de Toamasina

**• But ou objectif général du projet**

Réaliser un état des lieux et une analyse des tendances environnementales dans la Province Autonome de Toamasina afin d'élaborer une stratégie provinciale de gestion de l'environnement.

**• Objectifs spécifiques**

- faire un inventaire de tous les documents ayant trait à l'analyse diagnostic pour la province ;
- adopter une méthodologie commune pour la consolidation des résultats des analyses diagnostics ;
- prendre en considération les études en cours et/ou initiées en même temps que la consolidation (analyse diagnostic du littoral Est, du canal des Pangalanes et des forêts littorales de la zone sud, plan d'aménagement et de gestion de Mangerivola, Betampona, Ambatovinaky, etc.) ;
- capitaliser, réactualiser et formaliser tous les documents existants sur la Province ;
- proposer une stratégie provinciale pour la gestion de l'environnement en intégrant les dimensions institutionnelles, approches, actions et visions pour la province ;
- faire un état d'avancement des travaux 10 à 12 jours avant l'atelier de validation ;
- conduire un atelier de validation au niveau provincial ;
- finaliser le document selon les remarques issues de l'atelier et préparer une présentation pour le CFE ;
- finaliser le document en tenant compte des remarques proposées par le gouvernorat à la suite du CFE.

**B Chronologie de l'exécution du projet**

**Prévision démarrage du projet** : début novembre 2001.

**Démarrage effectif** : début novembre 2001

**Prévision clôture du projet** : .fin novembre 2001..

**Clôture effective** : fin novembre 2001.

**Durée initialement prévue** : 1 mois.

**Durée effective** : 1 mois (durant le mois de novembre 2001).

### **C Résultats par activités**

Au cours de ce projet, il a été prévu de :

- faire un inventaire de tous les documents ayant trait à l'analyse diagnostic pour la province ;
- adopter une méthodologie commune pour la consolidation des résultats des analyses diagnostics ;
- prendre en considération les études en cours et/ou initiées en même temps que la consolidation (analyse diagnostic du littoral Est, du canal des Pangalanes et des forêts littorales de la zone sud, plan d'aménagement et de gestion de Mangerivola, Betampona, Ambatovinaky, etc.) ;
- capitaliser, réactualiser et formaliser tous les documents existants pour la Province ;
- proposer une stratégie provinciale pour la gestion de l'environnement, en intégrant les dimensions institutionnelles, approches, actions et visions pour la province ;
- faire un état d'avancement des travaux 10 à 12 jours avant l'atelier de validation ;
- conduire un atelier de validation au niveau provincial ;
- finaliser le document selon les remarques issues de l'atelier et préparer une présentation pour le CFE ;
- finaliser le document en tenant compte des remarques proposées par le gouvernorat à la suite du CFE.

En ce qui concerne les résultats, un rapport a été finalisé à la suite de 2 ateliers qu'AGERAS a effectué à Tamatave au mois de novembre 2001. Le rapport s'articule autour des grands axes suivants :

- Recensement des données environnementales.
- Les données socio-économiques.
- Les problématiques majeures et les tendances.
- Les données institutionnelles.
- La stratégie provinciale de gestion de l'environnement.

L'organisation des ateliers a rencontré quelques problèmes. Les participants issus d'autres villes (exemples : des techniciens de Moramanga et d'Ambatondrazaka) étaient parfois difficiles à joindre, à cause de la conjoncture sociopolitique de l'époque qui a rendu les déplacements assez

### **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

ONE/AGERAS s'est impliqué dans la mise en œuvre de ce projet, à travers différents apports :

- une contribution financière ;

- une contribution en nature : une partie du personnel régional de l'ONE/AGERAS a été affecté à la réalisation du projet ;
- la mise à disposition du projet de moyens matériels de l'ONE/AGERAS : véhicule, matériels informatiques.

### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre l'appui de PAGE, le projet a bénéficié également de l'appui de différents partenaires :

- la province autonome de Toamasina, à travers les commissariats généraux ;
- les responsables communaux ;
- des ONGs locales et internationales.

difficiles.

### **F Exécution financière**

**Montant total de la subvention : 38 540 000 FMG**

**Montant utilisé : 38 540 000 FMG**

### **Conclusion**

L'objectif du projet a été atteint. Celui-ci visait l'élaboration d'une stratégie provinciale pour la gestion de l'environnement de la province autonome de Toamasina. Un des atouts qui a permis la réalisation du projet et l'atteinte de son objectif réside dans le fait que l'ONE/AGERAS a une certaine expérience en matière d'élaboration de planification régionale.

Toutefois, plusieurs interrogations ont été posées en ce qui concerne la réalisation de cette stratégie provinciale. En effet, devant l'importance et l'étendue de cette stratégie, les possibilités tant au niveau des moyens humains que financiers nécessaires à sa réalisation sont encore problématiques pour le moment.

## XII PROJET « INTEGRATION DE LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE DANS LE SCHEMA DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE L'ANOSY (DANS LE CADRE DE L'APPUI A LA PLANIFICATION DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE L'ANOSY - MADAGASCAR) »

### A Généralités

- **Organisme titulaire**

ONE (Office National pour l'Environnement)

- **Siège**

Antaninarenina Antananarivo, BP 822.

- **Intitulé du projet**

« Intégration de la dimension environnementale dans le schéma de développement régional de l'Anosy (dans le cadre de l'appui à la planification de développement durable dans la région de l'Anosy - Madagascar) »

- **Population cible**

Populations de la région de l'Anosy incluant les communautés locales, les différents intervenants et opérateurs économiques de la région (ONG, mairie, agriculteurs, éleveur, etc.).

- **Localisation du projet**

Région de l'Anosy, regroupant les sous-préfectures d'Amboasary et de Fort-Dauphin, soit au total 38 communes.

- **But ou objectif général du projet**

Dans le cadre du développement durable de la région, ce projet a pour but de définir les enjeux, les problématiques ainsi que les stratégies et les options pour la « gestion durable des ressources naturelles » et pour le « bien-être » de la population.

- **Objectifs spécifiques**

- recueillir et analyser des données par les groupes thématiques ;
- réaliser des diagnostics par le biais d'ateliers ;
- réaliser des études spécifiques.

### B Chronologie de l'exécution du projet

**Date de démarrage prévue :** Octobre 2000

**Début effectif :** Octobre 2000.

**Date de clôture prévue :** Mars 2001  
2001

**Clôture effective :** Mars

**Durée prévue :** 6 mois

**Durée effective :** 6 mois

Le calendrier des activités a été respecté en général, toutefois quelques légers décalages, de un jour à quelques semaines, ont été observés pour certaines actions. Ces retards, dus à des problèmes d'accessibilité pendant la saison pluvieuse n'ont pas affecté la réalisation du projet dans le temps.

### C Résultats par activités

### 1) Collecte de données par les groupes thématiques

Durant ces activités de collecte de données, il était prévu les actions suivantes :

- encadrement technique et financier de la recherche menée par RAKOTONISSETRA Zaoarinoro dont l'intitulé est « étude de l'impact de la divagation du bétail sur la régénération naturelle de la forêt. Cas du parc d'Andohaëla » ;
- finaliser le cadre d'analyse avec le bloc biophysique du SDR (Schéma de Développement Régional) ;
- constituer des groupes thématiques (forêts, urbain, eaux et sols, littoral, biodiversité) ;
- collecter des données par les groupes thématiques à constituer au sein du bloc biophysique ;
- collecter des données au niveau central par l'ONE.

En ce qui concerne les résultats, les thèmes entrant dans le cadre de l'analyse des données environnementales ont été définis. Ces thèmes sont : les forêts (forêt dense humide, forêt dense sèche, forêt littorale, forêt rupicole et forêt de reboisement) ; les fourrés xérophiles à *didiéracés* : savanes, prairies, pseudo-steppes, savanes herbeuses, savanes arbustives/arborées ; les formations littorales (mangroves, dunes, plages, récifs coralliens, marais maritime) ; les eaux continentales (lacs, marais, fleuves/rivières, eaux souterraines) ; les sols (bassin versant, occupation des sols, utilisation des sols), le paysage, le climat, et le volet socioculturel.

Après avoir définis les différents thèmes, des travaux de collecte de données ont été réalisés.

### 2) Ateliers de diagnostics au niveau des zones

Il a été prévu de préparer des ateliers d'analyse diagnostic avec le CRD (Comité régional de développement). Durant cette phase de préparation, plusieurs éléments ont été mis au point :

- développement d'une méthodologie ;
- ébauche d'un guide pour la mise en place des CCD (Cellule Communale de Développement) ;
- finalisation fiche et monographie communale, formation des animateurs, finalisation des supports cartographiques et des ateliers (carte de base, carte des ressources naturelles par zone, autres cartes).
- Après avoir effectué cette étape de réalisation, différents ateliers d'analyse diagnostics ont été réalisés sur les différentes zones ciblées : communes de la zone III de la sous-préfecture d'Amboasary (Elonty, Mahalo, Marotsiraka, Tsivory, Ebelo), communes de la sous région Nord Est d'Amboasary (Tranomaro, Manevy, Esira, Maromby), communes de la sous-région d'Amboasary partie Sud (Sampona, Amboasary, Behara, Tanandava, Ifotaka), communes de la sous-région partie Nord de Tolagnaro (Manantenina, Laboakoho, Ampasimena, Analamary), les communes du littoral (Mahatalaky, Mandromodromotra, Ampasy Nahampoana, Sarisambo, Analapatsy) les 29, 30 et 31 janvier 2001, communes de la zone centre de Fort-Dauphin (Ifarantsa, Ankaramena, Mandiso, Isaka-Ivondro), communes de la sous-région d'Ambolo (Enaniliha, Fenoëvo Efitra, Enakara haut, Ranomafana, Bevoa), et commune urbaine de Fort-Dauphin.

### 3) Études spécifiques

Différents types d'étude ont été prévues. C'est ainsi qu'il a été réalisé :

- un regroupement des données monographiques sur les 2 sous-préfectures concernées ;
- un regroupement de données socio-économiques sur les différentes communes concernées ;
- des analyses des données ;
- une définition de la structure régionale de concertation : le CDR, le CCD, le schéma de la planification du niveau régional au niveau communal ;
- une identification des critères de développement durable qui sont au nombre de 14 ;
- un criblage des options du schéma de développement régional.

#### 4) *Présentation des résultats sous forme de rapports*

Les résultats obtenus ont été présentés de différentes manières :

- première synthèse des informations existantes : tableau diagnostic de la région d'Anosy ;
- rapport des différents ateliers d'analyse diagnostic ;
- définition du processus de planification au niveau régional ;
- intégration de la dimension environnementale et de la durabilité dans le processus CRD-SDR.

### **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

La contribution de l'ONE a été dans l'apport de spécialistes en environnements chargés d'encadrer le CRD lors des ateliers d'analyse pour l'intégration du volet environnemental dans le schéma de développement régional.

L'ONE a également supporté les frais de déplacement, séjour et *per diem* de ces spécialistes lors des descentes sur terrain.

### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre le bailleur, d'autres institutions ou organismes ont également participé au projet. Ces organismes sont : le bureau des *fivondronana*, des ONG, des opérateurs économiques, des associations et le QMM (Quit Madagascar Mineral).

### **F Participation des bénéficiaires du projet**

Les bénéficiaires ont contribué à la réalisation du projet de deux façons : d'une part en répondant nombreux au cours des réunions au niveau des *fokontany* et des communes pour l'élection des représentants de la commune ou du *fokontany* ; et en analysant les atouts, contraintes et potentialités de la communes. D'autre part, en participant aux ateliers, à travers les représentants, et en fournissant les informations nécessaires à l'élaboration du schéma de développement régional.

### **G Pérennisation des actions du projet**

Après la fin du projet, l'ONE poursuit ses actions d'encadrement du CRD dans la mise en place du schéma de développement régional. Ces actions sont ponctuelles, selon la demande du CRD, et de l'éligibilité de l'action au niveau de l'ONE qui assure les moyens financiers.

## H Exécution financière

**Montant de la subvention accordée :** 246 000 000 FMG

**Montant de la subvention utilisée :** 203 540 000 FMG

**Reste non utilisée :** 42 460 000 FMG

Le fond débloqué par le bailleur a été inférieur au budget prévisionnel, en effet, les rubriques déplacements et indemnités des agents de l'ONE n'ont pas été prise en charge malgré le fait que ceux-ci ont été inclus dans le budget.

### Conclusion

La partie « dimension environnementale » dans le cadre de l'appui à la planification de développement durable dans la région de l'Anosy, s'est déroulée comme prévue et a contribué à développer le SDR ou schéma de développement régional. Par des analyses diagnostics inter-communales, 5 zones regroupant chacune 3 à 5 communes ont bénéficié de plan d'action global par zone. En outre, ce programme environnemental a permis de tester et de développer avec le CRD (comité régional de développement) un modèle et des outils d'intégration. En somme, ONE estime que tous les objectifs fixés ont été atteints.

L'existence de ce projet a permis l'implication et la responsabilisation des acteurs locaux sur la mise en place du schéma de développement de leur région.

Quelques problèmes sont néanmoins survenus dans la réalisation du projet.

L'organisation des réunions au niveau des *fokontany* et des communes, c'est-à-dire les activités de base du projet, ont été particulièrement difficile à cause de l'indisponibilité des responsables locaux et parfois de la communauté. Ce qui a entraîné des retards et donc le changement du calendrier d'exécution des ateliers diagnostics.

En outre, la coupure des routes reliant les communes avec le chef-lieu de *fivondronana* où se déroulait les ateliers lors des saisons pluvieuses a entraîné le report de certains d'entre eux.

Par ailleurs, au niveau financier, il a été noté que PAGE n'a pas pris en charge les dépenses relatives à la participation de spécialistes en environnement aux ateliers diagnostics. Ainsi, ces dépenses ont été prises en charge par l'ONE.

En guise de suggestion, L'ONE estime que le CRD (Comité Régional pour le Développement de l'Anosy) a besoin d'être assisté par des spécialistes dans la poursuite du processus d'élaboration du schéma de développement régional. Or, la durée du projet subventionné par PAGE est trop courte. Un soutien à la suite de cette action est donc souhaité.

### **XIII PROJET « EDUCATION RELATIVE A LA MECIE (MISE EN COMPATIBILITE DES INVESTISSEMENTS AVEC L'ENVIRONNEMENT) – SENSIBILISATION DU PUBLIC ET DIFFUSION » / ONG MITIA**

#### **A Généralités**

- **Organisme titulaire**

ONG MITIA (Miaro ny Tontolo Iainana)

- **Siège**

BP 336 Porte 5, Bâtiment de la DIRJS 501, Tamatave – Tél. 53 302 62 – Site web : <http://www.glaine.net/tantely/-mitia> - e-mail : [mitia@dts.mg](mailto:mitia@dts.mg)

Président de l'association : RANDRIATAFIKA Michel.

- **Population cible**

Communautés habitant les communes de Vohidrotra, Ambodiatafana, Foulpointe, Mahambo, Fénerive-Est (province de Toamasina) : 27 276 habitants dans 5 sites ciblés (soit 4 546 ménages).

- **Localisation du projet**

Le projet intervient dans la zone littorale Nord-est de la province de Tamatave, plus précisément dans les localités à l'intérieur des sites suivants : Toamasina, Vohidrotra, Foulpointe, Mahambo, Fénerive-Est

- **But ou objectif général du projet**

Contribuer au développement et application des politiques, réglementations et procédures environnementales par l'Information – Education – Communication (IEC) environnementale, afin de susciter un réflexe environnemental chez les populations locales par la participation directe et le soutien.

- **Objectifs spécifiques**

- avant le 28 janvier 2002 : Amélioration de la connaissance en MECIE et son application au niveau de la population locale par l'Information et la Sensibilisation Environnementale de 4 546 ménages habitants dans 4 communes différentes.
- après le 28 janvier 2002 : Participation active de la population dans la gestion de l'environnement local par l'expression de ses opinions, la prise de décision et l'exercice du devoir d'informer les autorités, par le biais de structures/comités locaux techniques (Cellules d'Action pour la Gestion de l'Environnement) CAGE sur les 5 sites du projet.

#### **B Chronologie de l'exécution du projet**

**Prévision démarrage du projet** : 14 avril 2001.

**Début effectif** : 1<sup>er</sup> mai. (d'autres étapes préliminaires ont été cependant déjà accomplies par MITIA).

**Clôture initialement prévue** : 15 janvier 2002.

**Clôture effective** : 31 décembre 2001.

**Durée initialement prévue** : 11 mois (mars 2001 à janvier 2002).

**Durée effective** : 8 mois (1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 2001)

#### **C Résultats par activités**

1) *Formation d'animateurs*

Comme cela avait été initialement envisagé, un groupe de 6 animateurs a été créé au sein de l'ONG MITIA.

2) *Collecte d'éléments d'expositions et confection de supports de communication*

Il avait été initialement prévu d'acquérir des matériaux, outils et équipements qui peuvent illustrer les richesses en biodiversité et les activités liées à l'exploitation des Ressources Naturelles. Ces éléments serviront à illustrer des expositions et animations qui seront organisées en permanence.

C'est ainsi qu'il a été confectionné durant l'exécution du projet, divers supports de communication :

- 10 fiches techniques ;
- 1 dépliant ;
- 15 messages ;
- 1 carte de visite ;
- 6 banderoles ;
- 2 affiches.

Ces outils de communication ont fait l'objet d'un pré-testing auprès de 45 personnes. Le dépliant et l'affiche ont ensuite été validés.

3) *Éducation sur l'environnement : campagne d'animation sensibilisation sur le MECIE*

Il a été prévu de parvenir à :

- la réalisation d'une campagne de sensibilisation dans les 5 sites : 1 séance/site/mois, ce qui fait au total 35 séances ;
- la préparation et la conduite de 4 stages de communication et de formation sur les sites stratégiques.

Diverses activités de sensibilisation ont ainsi été effectuées :

- une exposition sur le thème « Faites connaissance avec le décret MECIE » qui a été visitée par 825 personnes ;
- la réalisation d'une conférence-débat, du 5 au 8 juin 2001 à Fénerive-Est, sur le même thème ;
- la programmation de 6 émissions radiophoniques expliquant la MECIE ; Ces 3 types d'action ayant pour but d'informer le public sur le décret MECIE.
- la réalisation d'une étude CAP (Connaissances – Attitudes – Pratiques) sur la MECIE auprès d'un échantillon représentatif de 120 personnes,
- la sensibilisation auprès des organisations/communautés de base soit 18 groupements de base (groupe homogène) rencontrés sur les 20 prévus qui ont réuni 425 personnes.
- 5 ateliers d'échanges (sur les 4 prévus) auprès des populations locales (groupe hétérogène) soit 325 personnes touchées. Il s'agissait au cours de ces ateliers, qui prenaient la forme de causeries de groupes, d'identifier, de discuter et de faire la synthèse des problèmes environnementaux locaux et de diffuser ensuite une communication sur la MECIE afin de développer l'intérêt pour agir.

Malgré le succès de ces réalisations, le projet a eu à faire face à quelques problèmes.

Ainsi, il a été difficile de convier les opérateurs économiques aux séances d'information sur la MECIE, surtout pour ceux qui ne sont pas convaincus de cette nécessité. De plus, ce thème était assez délicat et difficile à aborder auprès des opérateurs économiques.

Par ailleurs, durant l'atelier d'échange, les participants n'ont bénéficié ni d'indemnité ni de rafraîchissement ;

En outre, en ce qui concerne les populations locales, celles-ci étaient difficiles à contacter au mois de novembre-décembre), car cette période coïncidait avec celle des campagnes électorales ;

Enfin, l'impression de l'affiche MECIE n'a pu être réalisée.

#### *4) Suivi et évaluation des résultats sur terrain*

Un plan de suivi et d'évaluation a été élaboré. En outre, un rapport d'évaluation à mi-parcours a été prévu pour le mois de juillet 2001, et un rapport d'évaluation finale pour le mois de décembre 2001.

Ce qui a permis la réalisation de 4 missions de suivi-évaluation sur terrain des activités et la remise d'un rapport technique final remis à PAGE le 31 décembre 2001, constituant l'évaluation finale du projet.

### **D Apport de l'organisme bénéficiaire de la subvention**

MITIA a assisté durant le projet le coordonnateur externe, en mettant à la disposition de celui-ci deux animateurs et un secrétaire comptable. Ces deux animateurs de MITIA ont eu également pour rôles de :

- assurer la mobilisation locale ;
- animer les groupements mis en place ;
- identifier et accompagner les activités d'éducation à l'environnement ;
- préparer et assurer le suivi des formations réalisées et des activités engagées.

Ensuite, MITIA a pu utiliser un ordinateur durant la durée du projet. Toutefois, cet outil n'a pas été suffisant compte tenu des différents besoins en matière de travaux de saisie.

Enfin, MITIA dispose de fonds propres qui lui ont permis de financer une partie de ses activités. Ainsi, outre la subvention accordée par PAGE, MITIA a participé financièrement à ce projet sur les dépenses suivantes :

- rémunérations du coordinateur et des animateurs ;
- fournitures de bureau ;
- réalisation du suivi évaluation ;
- frais divers de gestion.

### **E Contribution d'autres institutions/organismes**

Outre l'appui de PAGE, le projet a bénéficié également de la contribution de différents partenaires :

autorités locales (Maires, Conseillers communaux, Président CLS ; Chambre de Commerce et de l'Industrie de Tamatave) ; des Groupements d'opérateurs économiques (GEPAT, CCIA, CRC, Hôteliers d'Ambodiatafana, GITH, etc.), des organismes et institutions tels que LDI, ANGAP, CI, ONE/EMC, CCEE, ASOS, GRENE/Université, ADRA, ESSA ; des services inter régionaux : Eaux et forêts, Industrie et mines, Tourisme, Élevage ; DIREF (Direction Eaux et Forêts), ONE ainsi que d'autres Ministères qui ont mis à la disposition de MITIA des renseignements et de documents. Cet appui lui a permis de maîtriser les concepts clés relatifs à la MECIE.

## F Participation des bénéficiaires du projet

Outre leur adhésion au projet, leur participation aux débats lors des ateliers et conférences et l'intérêt qu'elles ont manifesté lors de l'exposition, la participation des populations bénéficiaires au projet s'est manifestée de plusieurs manières :

- déplacements personnels ;
- mise à disposition de locaux pour les réunions, les ateliers et les séances d'animation.

Les différentes communes touchées par le projet ont également apporté leur aide en mobilisant les habitants locaux tout en appuyant logistiquement MITIA sur les lieux.

## G Pérennisation des actions du projet

### 1) *Création d'un Centre de Ressources multimédia*

En collaboration avec l'ONE, le Ministère de l'Environnement et la Direction des Eaux et Forêts, MITIA a créé un Centre de Ressources Multimédia pour le développement et l'Environnement. Doté de divers matériels d'animation (téléviseur, magnétoscope, etc.), ce centre fonctionne comme un « guichet d'information et d'échanges ». Il est destiné aux opérateurs économiques, aux investisseurs potentiels, aux autorités locales, aux membres de cellules environnementales, aux étudiants, et d'une manière générale au grand public.

Actuellement, MITIA cherche des financements pour doter ce centre de matériels et équipements techniques suffisants et plus performants.

### 2) *Projet de communication pour le changement de comportement*

Durant les évaluations menées auprès des bénéficiaires, ces derniers ont également manifesté leur souhait de voir continuer le projet pour capitaliser les connaissances déjà acquises dans le domaine de la MECIE. MITIA suggère donc de poursuivre le programme d'éducation pour « provoquer des changements de comportement positifs ». Ce qui constitue la suite du projet de sensibilisation et éducation sur la MECIE que MITIA a entrepris avec PAGE.

A travers ce nouveau projet, qui est prévu pour durer un an, MITIA propose deux actions concrètes :

- une action de communication en vue d'un changement de comportement ;
- des séances d'amélioration des capacités des groupes.

Ces actions auront pour cibles des responsables de services techniques (responsables des permis de construction et assainissement auprès des communes), des élus et notables locaux responsables d'association, des responsables de départements techniques des unités industrielles – des responsables de structures locales de concertation et de cellules environnementales.

A moyen terme, ce projet devrait provoquer des changements qui conduiront vers des initiatives locales de gestion de l'environnement. La pérennisation des actions du projet d'information et de sensibilisation sur la MECIE, en partenariat avec PAGE, a donc été déjà envisagée. MITIA cherche actuellement un bailleur pour financer ce nouveau projet.

## H Exécution financière

**Montant total de la subvention accordée par PAGE : 59 146 000 FMG**

**Montant de la subvention utilisée : 57 419 148 FMG**

**Reste non-utilisé (au mois de janvier 2002) : 1 766 754 FMG**

## Conclusion

Les résultats globaux de ses actions sont positifs au regard des actions entreprises :

- Le nombre de ménages touchés par les différentes campagnes de sensibilisation (exposition, ateliers, etc.) réalisées a été estimé à 4 546. En comptant 5 individus par ménage, MITIA évalue donc à 22 730 le nombre d'individus qui ont été sensibilisés directement ou indirectement sur la nécessité de la MECIE ;
- 1 716 personnes ont acquis par la sensibilisation directe, d'une part, des connaissances relatives au contenu du décret MECIE, et d'autre part, des compétences sur l'application des procédures ;
- 24 opérateurs économiques sur les 30 sensibilisés sont conscients de la situation de non-conformité de leurs activités avec l'environnement (non Mise En Comptabilité de leurs Investissements avec l'Environnement).

A noter qu'un des résultats de ce projet qui n'avait pas été prévu au départ est la création d'un Centre de Ressources Multimédia pour le Développement et l'Environnement.

Par ailleurs, il faut signaler que la dynamique positive de ce projet de MITIA est en partie due à différents facteurs :

- l'analyse préalable des intéressés et les actions de mobilisation sociale qui ont facilité les activités de sensibilisation ;
- la démarche d'intégration aux réalités locales qui a conduit au renforcement des structures existantes, au développement des connaissances sur les zones d'intervention.

En terme d'état d'avancement, il est clair que le projet n'est pas encore arrivé à son terme. La première phase du projet ayant été axée sur la communication du décret MECIE à travers des actions d'information sensibilisation du public, de nombreux acquis ont été réalisés en terme de développement des connaissances et des compétences et de prise de conscience du public-cible, néanmoins les changements positifs de comportements ne sont pas encore manifestes. D'ailleurs, durant l'évaluation du projet par MITIA, les bénéficiaires ont manifesté leur souhait de voir se poursuivre ce programme d'éducation en vue d'entraîner des initiatives locales de gestion de l'environnement.

Quoi qu'il en soit ce projet a abouti à la constatation d'un fort intérêt pour la MECIE et à celle d'une volonté des différents acteurs de se structurer pour faciliter les tâches et prendre en charge les problèmes locaux.